

ROYAUME DE BELGIQUE



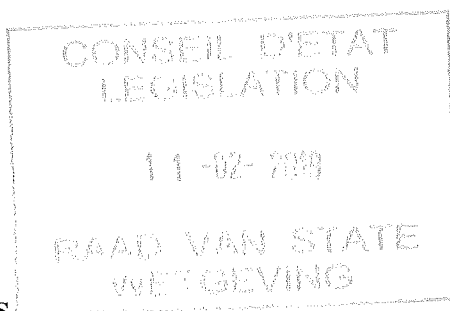
KONINKRIJK BELGIË

Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et l'Agence spatiale européenne concernant le centre de l'Agence spatiale européenne à Redu, et ses annexes, faits à Bruxelles le 24 mai 2017.

Ontwerp van wet houdende instemming met het Akkoord tussen het Koninkrijk België en het Europees Ruimteagentschap betreffende het centrum van het Europees Ruimteagentschap in Redu, en zijn bijlagen, gedaan te Brussel op 24 mei 2017.

PHILIPPE,

ROI DES BELGES,



FILIP,

KONING DER BELGEN,

65428 / 4

A tous, présents et à venir,
Salut.

Sur la proposition du ministre des Affaires étrangères et européennes, du ministre de la Sécurité et de l'Intérieur et de la ministre du Budget et de la Fonction publique, chargée de la Loterie nationale et de la Politique scientifique,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Le ministre des Affaires étrangères et européennes, le ministre de la Sécurité et de l'Intérieur et la ministre du Budget et de la Fonction publique, chargée de la Loterie nationale et de la Politique scientifique sont chargés de présenter, en Notre Nom, à la Chambre des représentants, le projet de loi dont la teneur suit:

ARTICLE 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,
Onze Groot.

Op voordracht van de minister van Buitenlandse Zaken en Europese Zaken, van de minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken en van de minister van Begroting en van Ambtenarenzaken, belast met de Nationale Loterij en Wetenschapsbeleid,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

De minister van Buitenlandse Zaken en Europese Zaken, de minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken en de minister van Begroting en van Ambtenarenzaken, belast met de Nationale Loterij en Wetenschapsbeleid zijn ermee belast het ontwerp van wet, waarvan de tekst hierna volgt, in Onze Naam bij de Kamer van volksvertegenwoordigers in te dienen:

ARTIKEL 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

ART. 2

L'Accord entre le Royaume de Belgique et l'Agence spatiale européenne concernant le centre de l'Agence spatiale européenne à Redu, et ses annexes, faits à Bruxelles le 24 mai 2017, sortiront leur plein et entier effet.

Donné à

ART. 2

Het Akkoord tussen het Koninkrijk België en het Europees Ruimteagentschap betreffende het centrum van het Europees Ruimteagentschap in Redu, en zijn bijlagen, gedaan te Brussel op 24 mei 2017, zullen volkomen gevolg hebben.

Gegeven te

PAR LE ROI :

Le ministre des Affaires étrangères et européennes,

VAN KONINGSWEGE:

De minister van Buitenlandse Zaken en Europese Zaken,



Didier REYNDEERS

Le ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,

De minister van Veiligheid en
Binnenlandse Zaken,

Pieter DE CREM

La ministre du Budget et de la Fonction publique,
chargée de la Loterie nationale et
de la Politique scientifique,

De minister van Begroting en van Ambtenarenzaken,
belast met de Nationale Loterij en Wetenschapsbeleid,

Sophie WILMES

**ACCORD
ENTRE
LE ROYAUME DE BELGIQUE
ET
L'AGENCE SPATIALE EUROPEENNE
CONCERNANT
LE CENTRE DE L'AGENCE SPATIALE EUROPEENNE
A REDU**

**AGREEMENT
BETWEEN
THE KINGDOM OF BELGIUM
AND
THE EUROPEAN SPACE AGENCY
CONCERNING
THE EUROPEAN SPACE AGENCY'S CENTRE AT REDU**

le Royaume de Belgique,

et

L'Agence Spatiale Européenne (ci-après dénommée « l'Agence » ou « l'ESA »)

Ci-après dénommés individuellement comme « la Partie » ou collectivement comme « les Parties »,

Vu la Convention portant création d'une Agence Spatiale Européenne du 30 mai 1975 ouverte à signature le 30 mai 1975 et entrée en vigueur le 30 octobre 1980, (ci-après dénommée « la Convention ») ;

Vu l'Accord entre le Royaume de Belgique et l'Organisation Européenne de Recherches Spatiales concernant la Station de Localisation, de Télémessure et de Télécommande de l'Organisation Européenne de Recherches Spatiales à Redu du 19 avril 1966 et l'échange de lettres datées à Bruxelles, le 11 février 1969 et à Neuilly le 28 février 1969 (ci-après dénommé « l'Accord de Redu ») ;

Vu l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'Agence Spatiale Européenne du 24 mai 2017 (ci-après dénommé « l'Accord de siège ») ;

Vu l'Article XXVIII de l'Annexe I de la Convention ;

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Titre I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1

Définitions

Aux fins du présent Accord :

- a) le terme « Accord » désigne le présent Accord et ses annexes ;
- b) le terme « Centre ESA de Redu » désigne le Centre de l'Agence Spatiale Européenne situé à Redu, ainsi que la tour située à Redu et la tour de calibration située à Porcheresse ;
- c) le terme « Terrain » désigne l'ensemble des parcelles de terrain identifiées à l'Annexe I du présent Accord et sur le plan cadastral attaché en Appendice II, ainsi que les parcelles sur lesquelles sont érigées les tours visées au point (b) ;
- d) le terme « Installations » désigne les bâtiments, parties de bâtiments et les installations annexes de ceux-ci ainsi que les antennes, y compris les équipements qui appartiennent à l'Agence, qui sont mis à sa disposition ou que celle-ci entretient, ou utilise sur le Centre ESA de Redu pour l'exécution de ses Activités officielles ;
- e) le terme « Site » désigne le Terrain et les Installations ;
- f) le terme « Activités officielles de l'ESA » désigne les activités accomplies par l'Agence ou pour son compte afin d'exécuter les missions statutaires qui lui ont été confiées en vertu de la Convention et des règles qui sont applicables à l'Agence ;
- g) le terme « la Belgique » désigne le Royaume de Belgique ainsi que son Gouvernement agissant à travers de ses entités et autorités compétentes.

ARTICLE 2

Objet de l'Accord

L'objet de l'Accord est de définir les conditions dans lesquelles la Belgique met à disposition de l'Agence le Terrain et les services pour l'exécution de ses Activités officielles sur le territoire belge.

ARTICLE 3

Responsabilité

1. La Belgique n'encourt du fait des activités de l'Agence sur le territoire belge aucune responsabilité tant au niveau national qu'international du fait des actes ou

manquements de l'Agence ou de ses représentants agissant ou manquant d'agir dans les limites de leur fonction.

2. Les Activités officielles de l'ESA menées sur le Centre ESA de Redu, ou à partir de celui-ci, ne tombent en aucun cas dans le champ d'application de la Loi du 17 septembre 2005 relative aux activités de lancement, d'opération de vol ou de guidage d'objets spatiaux.

Titre II : LE SITE ET LES ACTIVITES DE L'AGENCE

ARTICLE 4

Site

1. La Belgique met à disposition de l'Agence, pour une contrepartie d'un euro, le Terrain destiné à l'exécution de ses Activités officielles.
2. L'Agence a le droit de construire sur le Terrain, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, les Installations qu'elle juge nécessaires à l'exercice de ses Activités officielles. Sans préjudice de l'Article 13, §§2 et 3 et sauf accord contraire, l'Agence détient la propriété des dites Installations et en perçoit les fruits, étant entendu que le Royaume de Belgique reste propriétaire du sol.
3. Nonobstant le paragraphe 6, le Terrain ne pourra être utilisé que pour l'exécution des Activités officielles de l'ESA.
4. L'Agence a le droit de construire sur le Terrain toutes les aménagements d'accès ou de stationnement qu'elle juge utiles. Elle peut en outre y placer les panneaux, plaques et drapeaux qu'elle juge appropriés.
5. L'Agence a le droit de clôturer le Terrain et d'en interdire l'accès.
6. Pour autant que cela ne porte pas préjudice ou ne constitue pas un obstacle au développement ou à l'exécution des activités visées au paragraphe 3, l'Etat belge peut, de commun accord avec l'ESA, utiliser, y compris par le biais de tiers contractants, une partie du Terrain pour des activités qui lui sont propres.

Ces activités sont menées hors du champ d'application du présent Accord et font l'objet d'arrangements spécifiques quant à leur mise en œuvre juridique, fiscale et technique.

ARTICLE 5

Permis et Autorisations

Sans préjudice de l'Article 10, la Belgique s'engage à délivrer, dans les meilleurs délais et avec exemption de taxes, redevances ou charges quelconques, les différents permis et autorisations nécessaires à l'aménagement, à la construction et au fonctionnement du Site (notamment permis de bâtir, permis d'exploitation, permis d'environnement, autorisation des autorités de contrôle aérien, permis et autorisations pour ce qui concerne l'installation et l'utilisation d'antennes et d'autres équipements de télécommunications par satellite), ainsi que ceux nécessaires à son agrandissement conformément aux dispositions de l'article 8 du présent Accord.

ARTICLE 6

Services et Supports au Site

1. La Belgique reconnaît que certains services et supports sont nécessaires au fonctionnement correct et efficace du Centre ESA de Redu. La Belgique prépare, à ses frais, le Terrain et fournit les services nécessaires à son utilisation par l'Agence tels que définis en Annexe III.
2. La Belgique garantit, à des conditions non moins favorables que celles applicables à l'Administration belge, celles réservées aux missions diplomatiques ou autres organisations internationales sur territoire belge, l'octroi de services tels que les services postaux, le téléphone, le câble, l'électricité, l'eau, le gaz, la protection d'incendie, l'épuration d'eau, les égouts et le système de transport local. En cas de rupture partielle ou totale des services, l'Agence bénéficie du même traitement de priorité que l'Administration belge, les missions diplomatiques et organisations internationales installées en Belgique.
3. Sans préjudice d'accords ou d'arrangements particuliers conclus entre les Parties, la Belgique assure l'intervention des services de police et d'incendie dans les plus brefs délais à toute demande émanant du Site. A ce propos, la Belgique assure la mise en œuvre des moyens nécessaires et les procédures en accord avec les autorités et les services compétents, en tenant compte des exigences de l'Agence.
4. La Belgique prend les dispositions nécessaires afin que la végétation dans la zone d'extension telle que définie à l'Article 9, §2, ne gêne pas les activités du Centre ESA de Redu. En particulier, la Belgique veille à ce que les arbres dans cette zone ne masquent pas les radio-transmissions des antennes du Site.

5. La Belgique procure toute l'assistance administrative et technique requise à l'Agence pour obtenir les moyens de télécommunications nécessaires pour le bon fonctionnement du Centre ESA de Redu.

ARTICLE 7

Accessibilité et Utilisation

1. Les droits d'utilisation du Terrain englobent les droits annexes d'accès, tant par les membres du personnel de l'Agence, les experts, les représentants des Etats membres que par les contractants et les visiteurs de l'Agence.
2. La Belgique assure le maintien des voies d'accès au Site dans un état permettant le transit routier, y compris celui de poids lourds, et assure une signalisation appropriée pour faciliter la circulation jusqu'au Site. La Belgique s'engage à développer les routes d'accès si nécessaire.
3. La Belgique assure l'accessibilité au Site à tout moment et en toutes les circonstances. En particulier, la Belgique assure l'accessibilité en cas d'intempéries (neige, branchages) en fournissant l'assistance utile afin que les services d'intervention desservent le Site, y compris à la demande de l'Agence, à l'intérieur du périmètre du Site. En outre, la Belgique prend les mesures utiles afin de répondre favorablement à toute demande émanant de l'Agence quant à la limitation, voire l'interdiction temporaire, de circuler sur la voie publique avoisinant le Site pour des raisons opérationnelles impératives.

ARTICLE 8

Agrandissement

1. La Belgique facilite l'agrandissement du Terrain sur lequel l'Agence est établie sur le territoire belge. Si l'Agence juge qu'un agrandissement du Terrain du Centre ESA de Redu est nécessaire, elle consulte la Belgique par le biais du Comité consultatif visé à l'article 11 afin d'identifier les moyens et d'arrêter les modalités permettant un tel agrandissement.
2. Dans la mesure où l'agrandissement du Terrain se fait dans la zone d'extension visée à l'Article 9, §2, cet agrandissement ne nécessite pas de révision du présent Accord au sens de l'Article 12. Les parcelles annexées au terme de cet agrandissement font partie intégrante du Terrain et font l'objet du présent Accord. Le cas échéant, les Annexes

sont mises à jour, par échange de lettres entre les Parties, afin de prendre en compte cet agrandissement.

Si l'agrandissement du Terrain nécessite l'annexion de parcelles situées en dehors de la zone d'extension visée à l'Article 9, §2, les Parties mettent tout en œuvre afin que lesdites parcelles fassent l'objet du présent Accord, le cas échéant révisé.

3. En cas de commun accord sur la nécessité de créer un nouveau site, les Parties se consultent au sein du Comité consultatif afin de déterminer la faisabilité et, le cas échéant, les modalités d'établissement d'un nouveau site de l'Agence sur le territoire belge.

ARTICLE 9

Zones d'extension, protégée et circulaire

1. La Belgique assure l'établissement de trois zones autour du Centre ESA de Redu décrites et localisées en détails dans l'Annexe II du présent Accord:
 - a) la zone d'extension du Centre ESA de Redu (voir plan) ;
 - b) la zone protégée du Centre ESA de Redu (voir plan) ;
 - c) la zone circulaire du Centre ESA de Redu (voir plan).
2. Dans la zone d'extension réservée à l'agrandissement éventuel du Centre ESA de Redu aucune nouvelle construction ne peut être érigée, si ce n'est par l'Agence elle-même.
3. Sauf accord préalable de l'Agence, dans la zone protégée, aucune nouvelle construction ne peut être réalisée et aucune installation, ni aucun équipement susceptibles d'engendrer des perturbations radioélectriques dans les bandes de fréquences utilisées par l'Agence, ne peut être établi(e) ou utilisé(e).
4. Dans la zone circulaire, aucune autorisation relative à la construction de bâtiments industriels, de lignes électriques aériennes à haute tension, de lignes de chemins de fer ou toute autre installation électrique ne peut être délivrée sans consultation préalable de l'Agence.

ARTICLE 10

Radiofréquences

1. La Belgique autorise l'Agence à installer et utiliser sur le Site les systèmes de télécommunications, ainsi que les radiofréquences associées dont elle a besoin pour ses

Activités officielles. L'utilisation de ces fréquences fait l'objet d'une concertation entre l'Agence et les autorités belges compétentes en conformité avec le Règlement des radiocommunications de l'Union Internationale des Télécommunications. Les autorités belges compétentes se chargent de faire les démarches nécessaires en matière de coordination des radiofréquences, tant au niveau national qu'international.

2. La Belgique prend toute mesure nécessaire pour éliminer les interférences causées par des émissions de radiocommunications placées sous sa compétence ou contrôle en ce compris des interférences provenant du trafic aérien, en vue d'assurer le déroulement des Activités officielles de l'Agence comme définies par le présent Accord.
3. L'Agence collabore avec les autorités belges compétentes afin d'éliminer les interférences causées par ses systèmes de télécommunications.

Titre III : COORDINATION

ARTICLE 11

Comité consultatif

1. Il est créé un Comité consultatif afin de faciliter la mise en œuvre du présent Accord. Ce Comité consultatif est composé, à titre permanent, des représentants de l'Agence (ESA), du Comité interministériel pour la Politique de Sièges et l'Accueil des Organisations internationales (CIPS), du Service public fédéral de programmation Politique scientifique (BELSPO), de l'Institut belge des Services postaux et des Télécommunications (IBPT) et du Service public de Wallonie (SPW). Toute autre autorité compétente pour le traitement des points à l'ordre du jour du Comité peut participer aux réunions du Comité. Le Comité consultatif se réunit aussi souvent que nécessaire. Le Président du Comité est nommé de commun accord entre les Parties. Chaque Partie désigne ses représentants.
2. Chaque membre permanent du Comité désigne un point de contact pour la mise en œuvre du présent accord. La liste des points de contact et de leurs coordonnées respectives est reprise en Appendice I au présent Accord et est mise à jour en tant que de besoin par échange de lettres entre les membres permanents.
3. Sans préjudice des dispositions de droit applicable, la Belgique assiste l'Agence dans l'exécution de ses Activités officielles sur le territoire belge et n'entreprend aucune action susceptible d'aller à l'encontre des Activités officielles de l'Agence ou avoir des

répercussions sur les Activités officielles de l'Agence, sans consulter préalablement l'Agence par le biais du Comité consultatif précité.

4. En vue de faciliter la mise en œuvre pratique du présent Accord, l'Agence coopère étroitement avec les représentants des autorités nationales compétentes ainsi que, le cas échéant, avec les autorités régionales et/ou locales par le biais du Comité consultatif décrit au paragraphe 1.

TITRE IV – DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 12

Droit applicable et Révision

1. Sans préjudice des dispositions du présent Accord et de celles de l'Accord de siège conclu entre la Belgique et l'Agence, de celles de la Convention de l'ESA (et en particulier de son Annexe I), des règles et normes de l'Agence et des dispositions de tout autre accord complémentaire conclu entre le Royaume de Belgique et l'Agence, le droit belge s'applique à toute activité menée sur le Site.
2. A la demande de l'une ou l'autre Partie, le présent Accord peut être amendé ou modifié à tout moment par consentement mutuel entre les Parties, au terme des procédures qui leur sont respectivement applicables.

ARTICLE 13

Entrée en vigueur et Durée

1. Sans préjudice des dispositions pertinentes de l'Accord de siège, le présent Accord entre en vigueur à la date de l'échange des instruments de ratification ou d'approbation des Parties. A moins d'une résiliation conformément à l'Article 14 ci-après, il reste en vigueur tant que l'ESA exerce des Activités officielles sur le Site.

Dès son entrée en vigueur, le présent Accord remplace l'Accord de Redu.

2. La Belgique négocie avec l'Agence un accord spécial en vue de régler les droits et obligations des Parties en cas de fin du présent Accord. En attendant la conclusion d'un tel accord, les dispositions du présent Accord restent en vigueur.

3. Au cas où le présent Accord prend fin :

- a) la Belgique a un droit d'option d'achat sur le matériel mobilier ou démontable de l'Agence que l'Agence n'aurait pas l'intention de reprendre ;
- b) outre le matériel visé au point (a), l'enlèvement et l'évacuation des équipements et matériels et l'assainissement du Terrain conformément aux prescriptions environnementales fera objet d'un accord entre les Parties ;
- c) sans préjudice des droits acquis par des tiers, les conditions de transfert à la Belgique des Installations fixes ou immeubles de l'Agence en Belgique et le montant de la compensation pour un tel transfert seront déterminées par un accord séparé.

ARTICLE 14

Résiliation

Le présent Accord prend fin de plein droit dès que survient l'un des événements suivants :

- a) dissolution de l'Agence selon les modalités prévues à l'Article XXV de la Convention ;
- b) dénonciation de la Convention par le Royaume de Belgique conformément à l'Article XXIV de celle-ci.

Dans chacun de ces cas, les Parties s'engagent à conclure un accord spécial au sens du paragraphe 2 de l'Article XXIV de la Convention et conformément à l'Article 13, §2, du présent Accord.

ARTICLE 15

Consultations et Règlement des différends

- 1. Les Parties font tout ce qui est en leur pouvoir pour surmonter toutes difficultés survenant au sujet de l'interprétation et de la mise en œuvre du présent Accord en procédant sans délai à des consultations.
- 2. Tout différend né de l'interprétation ou de l'application du présent Accord et ne pouvant être réglé autrement par les Parties est soumis à arbitrage à la demande de l'une ou l'autre Partie conformément aux dispositions des paragraphes 2 à 6 de l'Article XVII de la Convention. Si l'une des Parties a l'intention de soumettre un différend à l'arbitrage, elle en donne notification à l'autre Partie.

The European Space Agency (hereinafter referred to as "the Agency" or "ESA")

and

the Kingdom of Belgium,

Hereinafter referred to individually as "the Party" or collectively as "the Parties",

HAVING REGARD to the Convention for the Establishment of a European Space Agency of 30 May 1975 opened for signature on 30 May 1975, which entered into force on 30 October 1980 (hereinafter referred to as "the Convention");

HAVING REGARD to the Agreement between the Kingdom of Belgium and the European Space Research Organisation concerning the Tracking, Telemetry and Telecommand Station of the European Space Research Organisation at Redu (Belgium) of 19 April 1966 and the exchange of letters in Brussels dated 11 February 1969 and in Neuilly of 28 February 1969 (hereinafter referred to as "the Redu Agreement");

HAVING REGARD to the Host Agreement between the Kingdom of Belgium and the European Space Agency of 24 May 2017 (hereinafter referred to as "the Host Agreement");

HAVING REGARD to Article XXVIII of Annex I to the Convention;

HAVE AGREED AS FOLLOWS:

CHAPTER I - GENERAL PROVISIONS

ARTICLE 1

Definitions

For the purposes of this Agreement:

- a) "Agreement" means this Agreement and its Annexes;
- b) "ESA Redu Centre" means the European Space Agency's Centre located at Redu, the tower located at Redu and the calibration tower located at Porcheresse;
- c) "Land" means all plots of land identified in Annex I to this Agreement and on the cadastral map attached at Appendix II, and the plots on which the towers referred to in (b) above are built;
- d) "Installations" means the buildings, parts of buildings and ancillary installations, and the antennae, including equipment belonging to, made available to or maintained by the Agency at its Redu Centre for carrying out its Official Activities;
- e) "Site" means the Land and the Installations;
- f) "ESA's Official Activities" means activities carried out by the Agency or on its behalf pursuant to its assigned mission under its Convention and the rules applicable at the Agency;
- g) "Belgium" means the Kingdom of Belgium and its Government acting via its competent entities and authorities.

ARTICLE 2

Purpose

The purpose of this Agreement is to define the conditions whereby Belgium places at the Agency's disposal the Land and the services enabling it to carry out its Official Activities on Belgian territory.

ARTICLE 3

Liability

1. Belgium shall not by reason of the Agency's activities on Belgian territory incur any national or international liability for the Agency's acts or omissions or for its representatives acting or failing to act within the limits of their functions.

2. ESA's Official Activities carried out at the ESA Redu Centre or from it shall in no case come within the scope of the *Loi du 17 septembre 2005 relative aux activités de lancement, d'opération de vol ou de guidage d'objets spatiaux*.

CHAPTER II - THE SITE AND AGENCY ACTIVITIES

ARTICLE 4

Site

1. Belgium shall place at the Agency's disposal, in consideration of one euro, the Land intended for the performance of ESA's Official Activities.
2. The Agency shall have the right to build on the Land, in accordance with the applicable legal and regulatory provisions, the Installations it judges necessary in order to carry out its Official Activities. Without prejudice to Articles 13.2 and 3 below and unless agreed otherwise, the Agency shall have ownership of the Installations and benefit accordingly, it being understood that the Kingdom of Belgium shall retain ownership of the land.
3. Notwithstanding paragraph 6 below, the Land shall only be used for carrying out ESA's Official Activities.
4. The Agency shall have the right to build on the Land any access or parking facilities it sees fit to develop. It may also put up such signage, nameplates and flags as it considers appropriate.
5. The Agency shall have the right to fence off the Land and prohibit access.
6. Provided this is not detrimental and constitutes no obstacle to the development or performance of the activities referred to in paragraph 3 above, the Belgian State may, where jointly agreed with ESA, use, including via contractor third parties, part of the Land for its own activities.

These activities shall proceed outside the scope of this Agreement and shall be the subject of separate arrangements as to their legal, fiscal and technical implementation.

ARTICLE 5

Permits and authorisation

Without prejudice to Article 10 below, Belgium undertakes to deliver, as expeditiously as possible and exempt from all taxes, fees or charges, the various permits and authorisations necessary for the development, construction and functioning of the Site (notably construction permit, operator permit, environmental permit, air traffic control authorities' authorisation, permits and authorisations concerning the installation and use of antennae and other satellite telecommunications equipment) and those necessary for its expansion in accordance with the provisions of Article 8 below.

ARTICLE 6

Site services and support

1. Belgium recognises that certain services and support are necessary for the proper and efficient functioning of the ESA Redu Centre. Belgium shall prepare the Land at its cost and provide the services necessary for its use by the Agency as defined in Annex III.
2. Belgium shall guarantee the provision of utilities such as postal services, telephone, cable, electricity, water, gas, fire protection, water purification, sewers and local transport system, on conditions no less favourable than those applicable to the Belgian authorities, those reserved for diplomatic missions or other international organisations on Belgian territory. In the event of partial or total disruption of services, the Agency shall benefit from the same priority treatment as the Belgian authorities, diplomatic missions and international organisations based in Belgium.
3. Without prejudice to particular agreements or arrangements concluded by the Parties, Belgium shall ensure the earliest possible intervention by the police and the fire service following any call-outs from the Site. In this regard, Belgium shall ensure implementation of the necessary resources and procedures in agreement with the competent authorities and services, taking into account the Agency's requirements.
4. Belgium shall take the measures necessary to ensure that vegetation at the extension zone as defined in Article 9.2 below does not interfere with ESA Redu Centre activities. Belgium shall notably ensure that the trees in this zone do not block the radio-transmissions of the Site's antennae.

5. Belgium shall procure all administrative and technical assistance required by the Agency in order to obtain the telecommunications facilities necessary for the proper functioning of the ESA Redu Centre.

ARTICLE 7

Accessibility and Utilisation

1. Land utilisation rights shall include ancillary access rights for ESA staff members, experts, Member State representatives as well as contractors and ESA visitors.
2. Belgium shall ensure the Site access roads' ongoing maintenance to keep them fit for road transportation, including that by heavy goods vehicles, and shall ensure appropriate signposting to facilitate traffic flow up to the Site. Belgium undertakes to build the access roads if necessary.
3. Belgium shall ensure Site accessibility at all times and in all circumstances. Belgium shall notably ensure accessibility in bad weather (snow, fallen branches) by providing the necessary assistance to enable intervention at the Site by the relevant services, including at the Agency's request, inside the Site perimeter. Belgium shall also take the necessary measures in order to respond favourably to any Agency request to limit or even temporarily prohibit traffic on the public highway adjoining the Site for essential operational reasons.

ARTICLE 8

Expansion

1. Belgium shall facilitate the expansion of the Land on which ESA is based on Belgian territory. If the Agency judges expansion of the Land of the ESA Redu Centre to be necessary, it shall consult Belgium via the Advisory Committee referred to in Article 11 below in order to identify the means and decide the arrangements for such expansion.
2. Where expansion of the Land takes place within the extension zone referred to in Article 9.2 below, this expansion shall not require revision of this Agreement within the meaning of Article 12 below. The plots annexed as a result of this expansion shall form an integral part of the Land and shall come under this Agreement. If necessary, the Annexes shall be updated, by exchange of letters between the Parties, in order to take account of this expansion.

If expansion of the Land requires annexing plots located outside the extension zone referred to in Article 9.2 below, the Parties shall take all steps to ensure that the plots come under this Agreement, to be revised as necessary.

3. Given joint agreement on the need to set up a new site, the Parties shall consult each other in the Advisory Committee to determine the feasibility and if necessary the arrangements for setting up a new ESA site on Belgian territory.

ARTICLE 9

Extension, protected and perimeter zones

1. Belgium shall establish three zones around the ESA Redu Centre, defined and delimited in detail in Annex II to this Agreement:
 - a) the extension zone of the ESA Redu Centre (see map);
 - b) the protected zone of the ESA Redu Centre (see map);
 - c) the perimeter zone of the ESA Redu Centre (see map).
2. In the extension zone which is reserved for the possible expansion of the ESA Redu Centre, no new buildings shall be erected, except by the Agency itself.
3. In the protected zone, no new buildings shall be erected and no installation or equipment likely to cause radio frequency interference with the frequency bands used by the Agency shall be set up or operated, except with the Agency's prior consent.
4. In the perimeter zone, no authorisation for the construction of industrial buildings, high-voltage overhead power lines, railway lines or any other electrical installation shall be granted without prior consultation of the Agency.

ARTICLE 10

Radio frequencies

1. Belgium shall authorise the Agency to install and operate at the Site the telecommunications systems and associated radio frequencies it requires for its Official Activities. The use of these frequencies shall be the subject of coordination between the Agency and the competent Belgian authorities, in conformity with the Radio Regulations of the International Telecommunication Union. The competent Belgian authorities shall take charge of the necessary radio frequency coordination measures, both nationally and internationally.

2. Belgium shall take all measures necessary to eliminate any interference arising from radio transmissions under its jurisdiction or control, including interference originating from air traffic, so as to ensure that the Agency's Official Activities proceed as defined by this Agreement.
3. The Agency shall collaborate with the competent Belgian authorities to eliminate any interference caused by its telecommunications systems.

CHAPTER III - COORDINATION

ARTICLE 11

Advisory Committee

1. An Advisory Committee shall be set up to facilitate the implementation of this Agreement. This standing Committee shall comprise representatives of the Agency (ESA), the *Comité interministériel pour la politique de siège et l'accueil des organisations internationales (CIPS)*, the *Service public fédéral de programmation politique scientifique (BELSPO)*, the *Institut belge des services postaux et des télécommunications (IBPT)* and the *Service public de Wallonie (SPW)*. Any other authority competent to deal with items on the Committee's agenda may participate in its meetings. The Committee shall meet as often as is necessary. Its Chair shall be appointed as jointly agreed by the Parties. Each Party shall designate its representatives.
2. Each member of the standing Committee shall designate a contact point for the implementation of this Agreement. The list of contact points and their respective contact details shall be attached as Appendix I to this Agreement and updated as necessary by exchange de letters between the standing Committee members.
3. Without prejudice to applicable legal provisions, Belgium shall assist the Agency with carrying out its Official Activities on Belgian territory and shall undertake no action that might impede or have repercussions for the Agency's Official Activities without first consulting the Agency via the Advisory Committee referred to in paragraph 1.
4. To facilitate the practical implementation of this Agreement, the Agency shall cooperate closely with the representatives of the competent national authorities and, where necessary, with regional and/or local authorities via the Advisory Committee referred to in paragraph 1.

CHAPTER IV - FINAL PROVISIONS

ARTICLE 12

Applicable law and revision

1. Without prejudice to the provisions of this Agreement and those of the Host Agreement concluded between Belgium and the Agency, those of the ESA Convention (notably Annex I), the Agency's rules and standard procedures and the provisions of any other complementary agreement concluded between the Kingdom of Belgium and the Agency, Belgian law shall apply to all activity carried out at the Site.
2. At the request of either Party, this Agreement may be amended or modified at any time as mutually agreed by the Parties, on completion of the procedures respectively applicable to them.

ARTICLE 13

Entry into force and duration

1. Without prejudice to the relevant provisions of the Host Agreement, the present Agreement shall come into force on the date the instruments of ratification or approval are exchanged between the Parties. Unless terminated pursuant to Article 14 below, it shall remain in force as long as ESA carries out Official Activities at the Site.

On entry into force, this Agreement shall replace the Redu Agreement.

2. If this Agreement ends, Belgium shall negotiate with the Agency a special agreement with a view to settling the Parties' rights and obligations. Pending conclusion of such an agreement, the provisions of this Agreement shall remain in force.
3. If this Agreement ends:
 - a) Belgium shall be granted a purchase option for any ESA-owned equipment that is movable or can be dismantled and which the Agency does not intend to retain;
 - b) apart from the items referred to in (a), the dismantling and clearance of equipment and hardware and the Land clean-up in accordance with environmental requirements shall be the subject of an agreement between the Parties;
 - c) without prejudice to third-party acquired rights, the terms and conditions of transfer to Belgium of fixed or immovable ESA installations in Belgium and the amount of compensation for such transfer shall be determined by a separate agreement.

ARTICLE 14

Termination

This Agreement shall terminate ipso jure when one of the following events occurs:

- a) On the dissolution of the Agency according to the provisions of Article XXV of the ESA Convention;
- b) In the event of denunciation of the Convention by the Kingdom of Belgium pursuant to Article XXIV thereof.

In either case, the Parties undertake to conclude a special agreement within the meaning of Article XXIV.2 of the Convention and in conformity with Article 13.2 of this Agreement.

ARTICLE 15

Consultation, settlement of disputes

1. The Parties shall do everything in their power to overcome any difficulties arising over the interpretation and implementation of this Agreement by holding consultations without delay.
2. Any dispute concerning the interpretation or application of this Agreement which cannot be otherwise settled by the Parties, shall, at the request of either Party, be submitted to arbitration in accordance with the provisions of Articles XVII.2 to 6 of the Convention. If either Party intends to submit a dispute to arbitration, it shall notify the other Party accordingly.

EN FOI DE QUOI, les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont leur signature au bas du présent Accord.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned representatives, being duly authorised have appended their signature to this Agreement.

en deux exemplaires originaux en langues française et anglaise, les deux textes également foi.

in two originals in the French and English languages, being equally authentic.

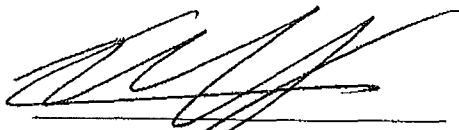
Fait à Bruxelles, le 24 mai 2017
Done in Brussels, on 24 May 2017

Pour le Royaume de Belgique,
- Pour le Gouvernement fédéral,
- Pour le Gouvernement flamand,
- Pour le Gouvernement wallon,
- Pour le Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale,

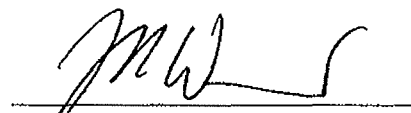
Pour l'Agence Spatiale Européenne

For the Kingdom of Belgium,
- For the Federal Government
- For the Government of Flanders
- For the Walloon Regional Government
- For the Government of the
Brussels-Capital Region

For the European Space Agency



Zuhair Demir
Secrétaire d'Etat à la Politique scientifique
Secretary of State for Science Policy



Johann-Dietrich Wörner
Directeur général
Director General

ANNEXE I

I. L'étendue initiale du Site est identifiée comme :

- (a) Un terrain d'une contenance de 19 ha 26 a 82 ca, sis à Redu, actuellement partiellement cadastré commune de Libin, quatrième division REDU :
- section C, n° 250 A, d'une contenance de 18ha 76a 00ca ;
 - section C, n°252A, d'une contenance de 16a 80ca ;
 - section C, n° 352C d'une contenance de 06a00ca ;
 - section C, n° 242A d'une contenance de 18a50ca

Ce terrain fait l'objet d'un bail emphytéotique consenti par l'Etat belge à l'Agence

- (b) Deux parcelles situées l'une sur le territoire de la commune de Libin – 4^e Division – Redu: parcelle cadastrée section C, n° 418 (contenance de 3 ares 98 ca) et l'autre sur le territoire de la commune de Daverdisse – 4^e Division – Porcheresse: parcelle cadastrée section A, n°1076/C (contenance de 2 ares 26 ca).

II. Le terrain mentionné sous la section I (a) a été étendu par l'adjonction de nouvelles parcelles qui sont les suivantes :

1. La parcelle cadastrée comme terre au lieu-dit « La Hesse » section C numéro 756 d'une superficie totale de vingt-six ARES dix CENTIARES (26a 10ca).
2. La parcelle cadastrée comme terre au lieu-dit « La Hesse » section C numéro 754 d'une superficie totale de septante-huit ARES cinquante CENTIARES (78a 50ca).
3. La parcelle cadastrée comme terre au lieu-dit « La Hesse » section C numéro 753C d'une superficie totale de dix-neuf ARES quarante CENTIARES (19a 40ca).
4. La parcelle cadastrée comme terre au lieu-dit « Les Vieilles Terres » section C numéro 831 d'une superficie totale de treize ARES quarante CENTIARES (13a 40ca).
5. La parcelle cadastrée comme terre au lieu-dit « Vieilles Terres » section C numéro 832 d'une superficie totale de seize ARES quatre-vingts CENTIARES (16a 80ca).
6. La parcelle cadastrée comme terre au lieu-dit « Les Vieilles Terres » section C numéro 833 d'une superficie totale de vingt et un ARES vingt CENTIARES (21a 20 ca).
7. La parcelle cadastrée comme terre au lieu-dit « Les Vieilles Terres » section C numéro 834 d'une superficie totale de vingt et un ARES trente CENTIARES (21a 30ca).

8. La parcelle cadastrée comme terre au lieu-dit « Les Vieilles Terres » section C numéro 835 d'une superficie totale de trente-deux ARES cinquante CENTIARES (32a 50ca).
9. La parcelle cadastrée comme terre au lieu-dit « Voye de Lesse » section C numéro 224 d'une superficie totale de vingt-trois ARES cinquante CENTIARES (23a 50ca).
10. La parcelle cadastrée comme terre au lieu-dit « Voye de Lesse » section C numéro 228 d'une superficie totale de trente-sept ARES cinquante CENTIARES (37a 50ca).
11. La parcelle cadastrée comme terre au lieu-dit « Voye de Lesse » section C numéro 232B d'une superficie totale de quatre-vingts ARES quatre-vingts CENTIARES (80a 80ca).
12. La parcelle cadastrée comme terre au lieu-dit « Virée Jaife » section C numéro 18V d'une superficie totale de quinze ARES quarante CENTIARES (15a 40ca).
13. La parcelle cadastrée comme terre au lieu-dit « Tetichamps » section C numéro 192A d'une superficie totale de dix ARES (10a).
14. La parcelle cadastrée comme terre au lieu-dit « Voye de Lesse » section C numéro 261A d'une superficie totale de septante-trois ARES dix CENTIARES (73a 10ca).
15. La parcelle cadastrée comme terre au lieu-dit « Voye de Lesse » section C numéro 263 d'une superficie totale de vingt-neuf ARES nonante CENTIARES (29a 90ca).
16. La parcelle cadastrée comme terre au lieu-dit « Voye de Lesse » section C numéro 264D d'une superficie totale de septante ARES (70a).
17. La parcelle cadastrée comme terre au lieu-dit « Voye de Lesse » section C numéro 265A d'une superficie totale de soixante-trois ARES vingt CENTIARES (63a 20ca).
18. La parcelle cadastrée comme terre au lieu-dit « Rond Chêne » section C numéro 752 d'une superficie totale de quarante ARES nonante CENTIARES (40a 90ca).
19. La parcelle cadastrée comme terre au lieu-dit « Voye de Lesse » section C numéro 266A d'une superficie totale de septante-cinq ARES dix CENTIARES (75a 10ca).
20. La parcelle cadastrée comme terre au lieu-dit « La Hesse » section C numéro 753D d'une superficie totale de dix-neuf ARES vingt CENTIARES (19a 20ca).
21. La parcelle cadastrée comme bois au lieu-dit « Vieilles Terres » section C numéro 836 d'une superficie totale de vingt-huit ARES quarante CENTIARES (28a 40ca).
22. La parcelle cadastrée comme bois au lieu-dit « Les Vieilles Terres » section C numéro 837A d'une superficie totale de vingt-trois ARES (23a).
23. La parcelle cadastrée comme bois au lieu-dit « Aux Fosses » section C numéro 97B d'une superficie totale de trente-deux ARES (32a).
24. La parcelle cadastrée comme terre au lieu-dit « La Hesse » section C numéro 753A d'une superficie totale de seize ARES vingt CENTIARES (16a 20ca).

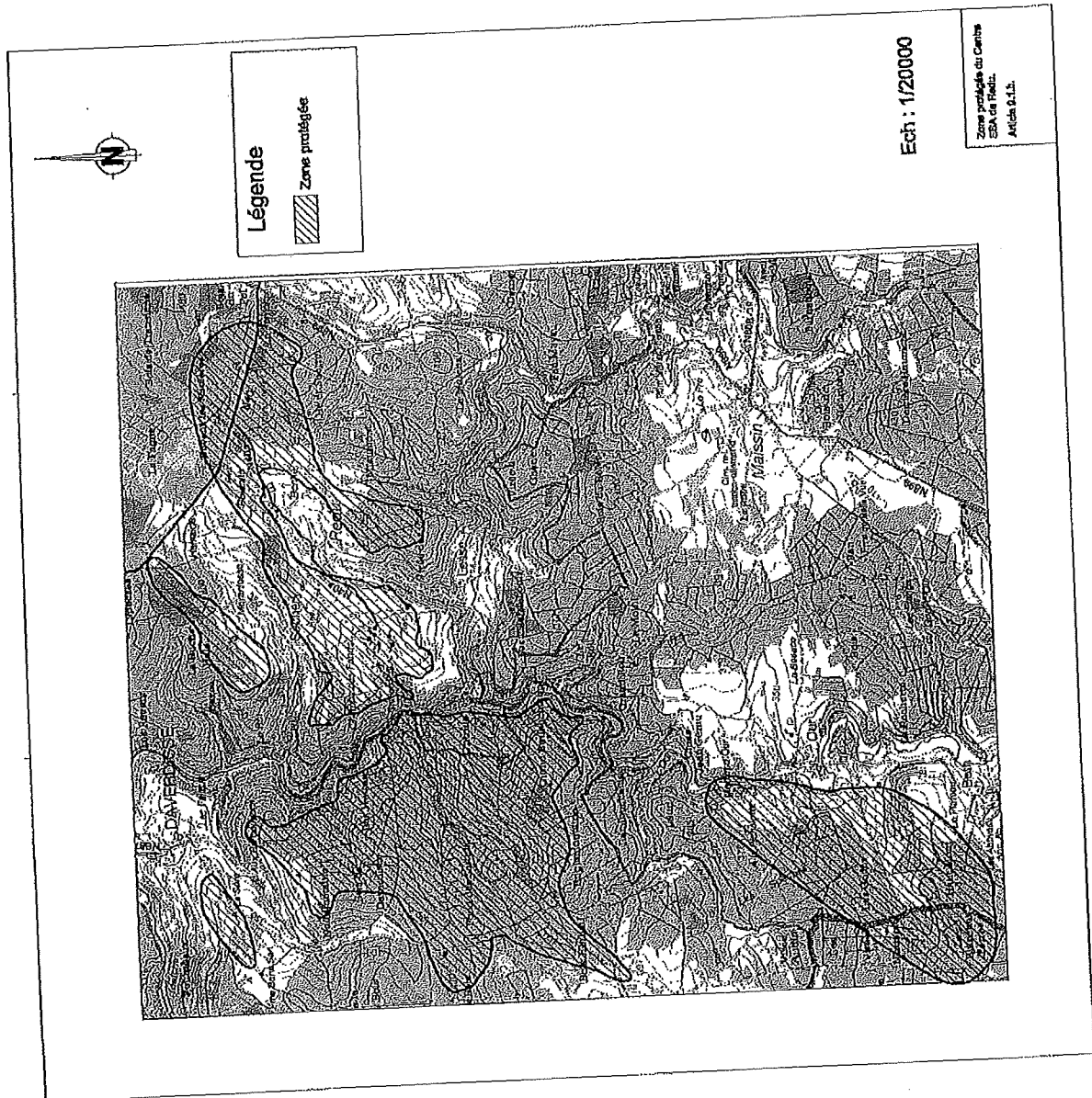
25. La parcelle cadastrée comme terre au lieu-dit « La Hesse » section C numéro 753B d'une superficie totale de seize ARES dix CENTIARES (16a 10ca).
26. La parcelle cadastrée comme terre au lieu-dit « Voye de Lesse » section C numéro 225 d'une superficie totale de quarante-deux ARES (42a).
27. La parcelle cadastrée comme terre au lieu-dit « La Hesse » section C numéro 755 d'une superficie totale de vingt-sept ARES cinquante CENTIARES (27a 50ca).

Ces parcelles énumérées sous 1 à 27 ont été données à bail emphytéotique pour une durée de 27 ans à compter du 8 juillet 2010, par l'Etat belge à l'Agence. Cette convention est constatée par acte reçu par Monsieur André Vander Borcht, Président du Comité d'Acquisition de Neufchâteau en date du 8 juillet 2010, transcrit à la Conservation des Hypothèques de Neufchâteau en date du 16 juillet 2010.

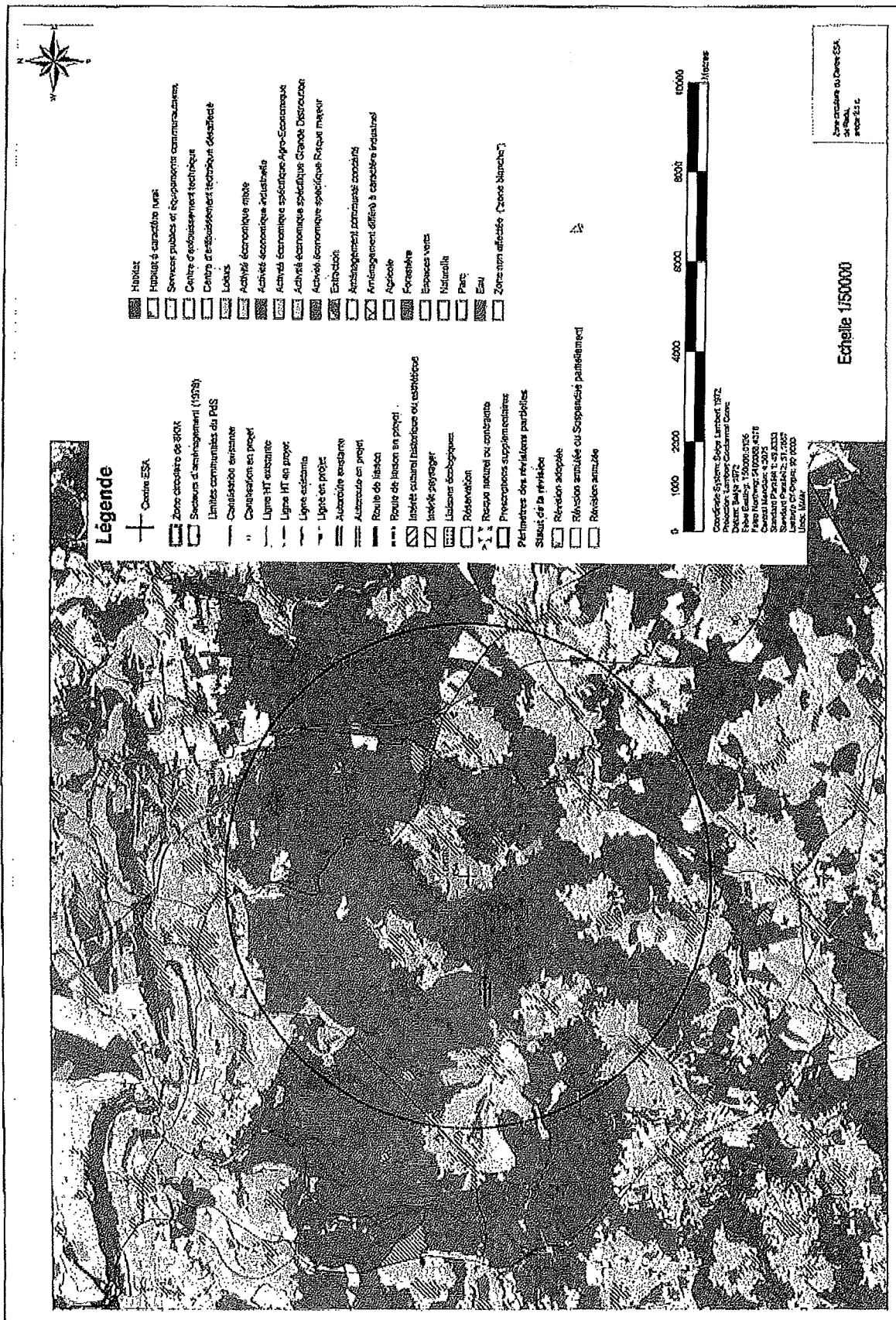
ANNEXE II a)



ANNEXE II b)



ANNEXE II c)



ANNEXE III

Services à fournir par la Belgique à ses frais:

1. Préparation et aménagement du Terrain ;
2. Les conduits destinés à amener l'eau en veillant à ce que celle-ci soit fournie en quantité suffisante pour les besoins du Centre ; la fourniture d'eau devra être ininterrompue et pouvoir atteindre au minimum une quantité déterminée ci-après;
3. Les canalisations nécessaires à l'évacuation des eaux usées du Centre en conformité avec les règlements d'hygiène ;
4. Les lignes électriques haute-tension pour les besoins du Centre.

A titre indicatif,

- a. la quantité d'eau fournie pour les besoins du Centre est de $30\text{m}^3/\text{jour}$, avec un débit horaire de minimum 1.5m^3 .
- b. la capacité d'évacuation des canalisations des eaux usées au minimum $5\text{m}^3/\text{jour}$.

APPENDICE I
Points de contact

Pour la Belgique :

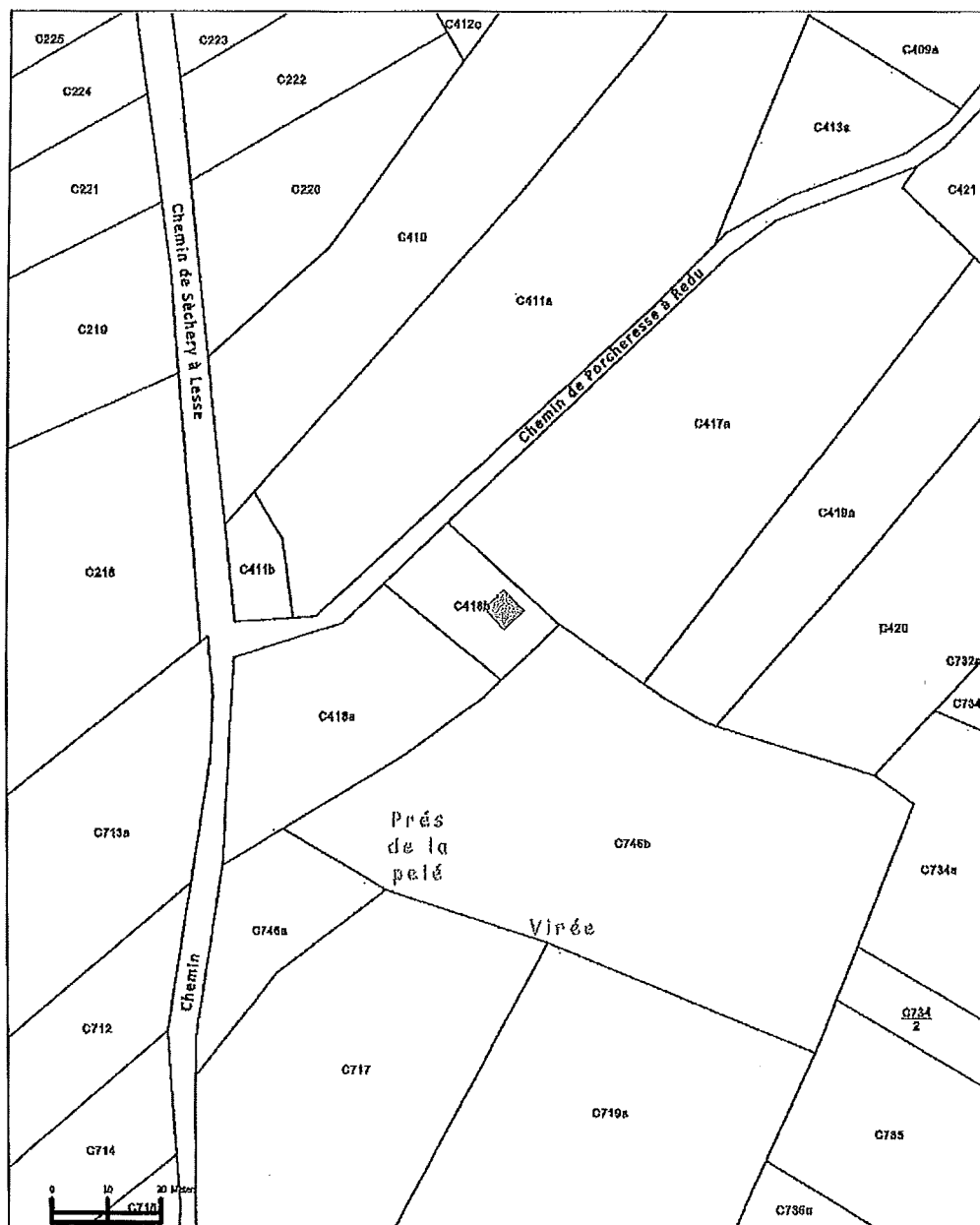
M. Jacques NIJSKENS
Directeur
Service de Recherche et Applications spatiales
BELSPO
231 avenue Louise – B-1050 Bruxelles
tel.: +32 2 238 35 88
email: Jacques.Nijskens@belspo.be

Pour l'ESA :

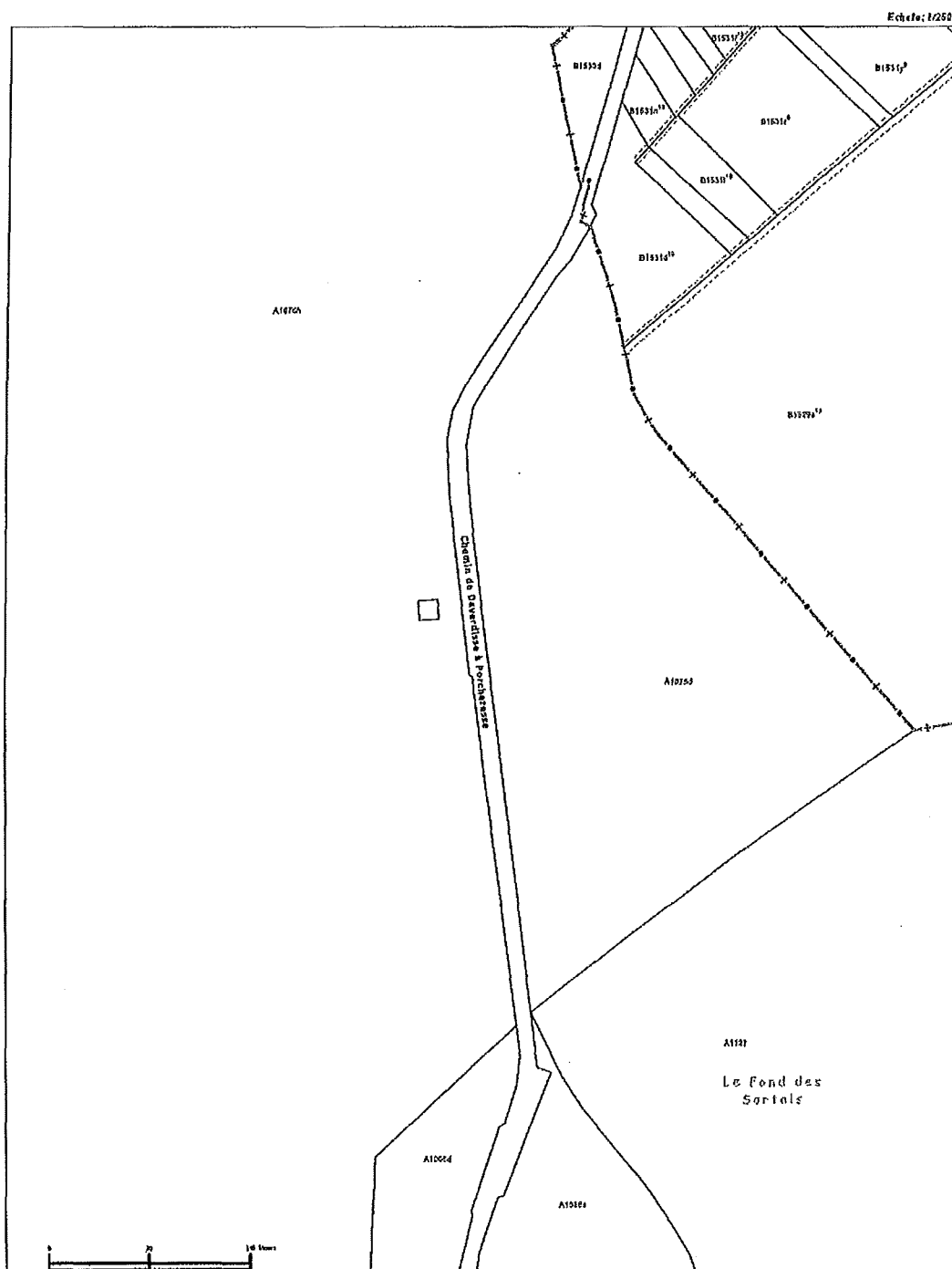
M. Daniele Galardini
Chef du Centre ESA de Redu
1 Place de l'ESA – B-6890 Redu
tel.: +32 61 22 95 12
email : daniele.galardini@esa.int

APPENDICE II
Tour de Daverdisse

Echelle: 1/1000



APPENDICE II
Tour de Porcheresse



ANNEX I

I. The initial extent of the Site is identified as follows:

- (a) A tract of land measuring 19 hectares 26 ares 82 centiares, located at Redu, currently entered partly in the land registry of the Libin *commune*, Redu fourth division:
- section C, no. 250A, measuring 18ha 76a 00ca;
 - section C, no. 252A, measuring 16a 80ca;
 - section C, no. 352C measuring 06a 00ca;
 - section C, no. 242A measuring 18a 50ca.

This land is used by the Agency under a leasehold arrangement granted by the Belgian State.

- (b) Two parcels of land, one located in the *commune* of Libin – 4th Division – Redu: parcel registered section C, no. 418 (measuring 3 ares 98 centiares) and the other in the *commune* of Daverdisse – 4th Division – Porcheresse: parcel registered section A, no. 1076/C (measuring 2 ares 26 centiares).

II. The land mentioned in section I (a) above has been extended through the addition of new parcels, which are the following:

1. The parcel registered as land in the locality of “La Hesse” section C number 756 having a total area of twenty-six ARES ten CENTIARES (26a 10ca).
2. The parcel registered as land in the locality of “La Hesse” section C number 754 having a total area of seventy-eight ARES fifty CENTIARES (78a 50ca).
3. The parcel registered as land in the locality of “La Hesse” section C number 753C having a total area of nineteen ARES forty CENTIARES (19a 40ca).
4. The parcel registered as land in the locality of “Les Vieilles Terres” section C number 831 having a total area of thirteen ARES forty CENTIARES (13a 40ca).
5. The parcel registered as land in the locality of “Les Vieilles Terres” section C number 832 having a total area of sixteen ARES eighty CENTIARES (16a 80ca).
6. The parcel registered as land in the locality of “Les Vieilles Terres” section C number 833 having a total area of twenty-one ARES twenty CENTIARES (21a 20ca).
7. The parcel registered as land in the locality of “Les Vieilles Terres” section C number 834 having a total area of twenty-one ARES thirty CENTIARES (21a 30ca).
8. The parcel registered as land in the locality of “Les Vieilles Terres” section C number 835 having a total area of thirty-two ARES fifty CENTIARES (32a 50ca).
9. The parcel registered as land in the locality of “Voye de Lesse” section C number 224 having a total area of twenty-three ARES fifty CENTIARES (23a 50ca).
10. The parcel registered as land in the locality of “Voye de Lesse” section C number 228 having a total area of twenty-seven ARES fifty CENTIARES (37a 50ca).

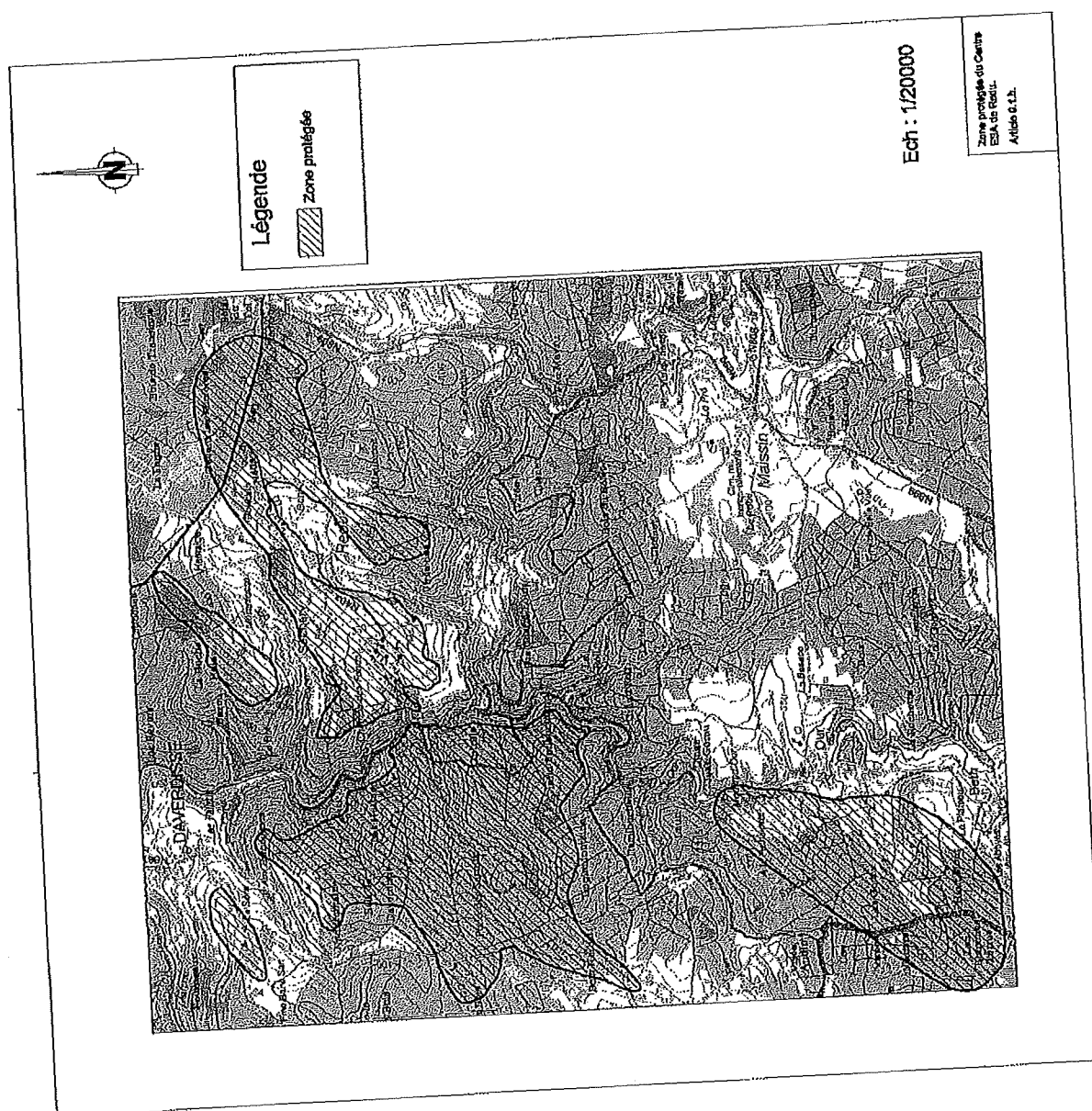
11. The parcel registered as land in the locality of "Voye de Lesse" section C number 232B having a total are of eighty ARES eighty CENTIARES (80a 80ca).
12. The parcel registered as land in the locality of "Viree Jaife" section C number 18V having a total area of fifteen ARES forty CENTIARES (15a 40ca).
13. The parcel registered as land in the locality of "Tetichamps" section C number 192A having a total area of ten ARES (10a).
14. The parcel registered as land in the locality of "Voye de Lesse" section C number 261A having a total area of seventy-three ARES ten CENTIARES (73a 10ca).
15. The parcel registered as land in the locality of "Voye de Lesse" section C number 263 having a total area of twenty-nine ARES ninety CENTIARES (29a 90ca).
16. The parcel registered as land in the locality of "Voye de Lesse" section C number 264D having a total area of seventy ARES (70a).
17. The parcel registered as land in the locality of "Voye de Lesse" section C number 265A having a total area of sixty-three ARES twenty CENTIARES (63a 20ca).
18. The parcel registered as land in the locality of "Rond Chêne" section C number 752 having a total area of forty ARES ninety CENTIARES (40a 90ca).
19. The parcel registered as land in the locality of "Voye de Lesse" section C number 266A having a total area of seventy-five ARES ten CENTIARES (75a 10ca).
20. The parcel registered as land in the locality of "La Hesse" section C number 753D having a total area of nineteen ARES twenty CENTIARES (19a 20ca).
21. The parcel registered as woodland in the locality of "Vieilles Terres" section C number 836 having a total area of twenty-eight ARES forty CENTIARES (28a 40ca).
22. The parcel registered as woodland in the locality of "Vieilles Terres" section C number 837A having a total area of twenty-three ARES (23a).
23. The parcel registered as woodland in the locality of "Aux Fosses" section C number 97B having a total area of thirty-two ARES (32a).
24. The parcel registered as land in the locality of "La Hesse" section C number 753A having a total area of sixteen ARES twenty CENTIARES (16a 20ca).
25. The parcel registered as land in the locality of "La Hesse" section C number 753B having a total area of sixteen ARES ten CENTIARES (16a 10ca).
26. The parcel registered as land in the locality of "Voye de Lesse" section C number 225 having a total area of forty-two ARES (42a).
27. The parcel registered as land in the locality of "La Hesse" section C number 755 having a total area of twenty-seven ARES fifty CENTIARES (27a 50ca).

These parcels numbered 1 to 27 have been granted to the Agency by the Belgian State under a 27-year lease as from 8 July 2010. This agreement was recorded in a deed received by Mr Andre Vander Borgh, President of the Acquisition Board of Neufchâteau on 8 July 2010, and entered in the mortgage register of Neufchâteau on 16 July 2010.

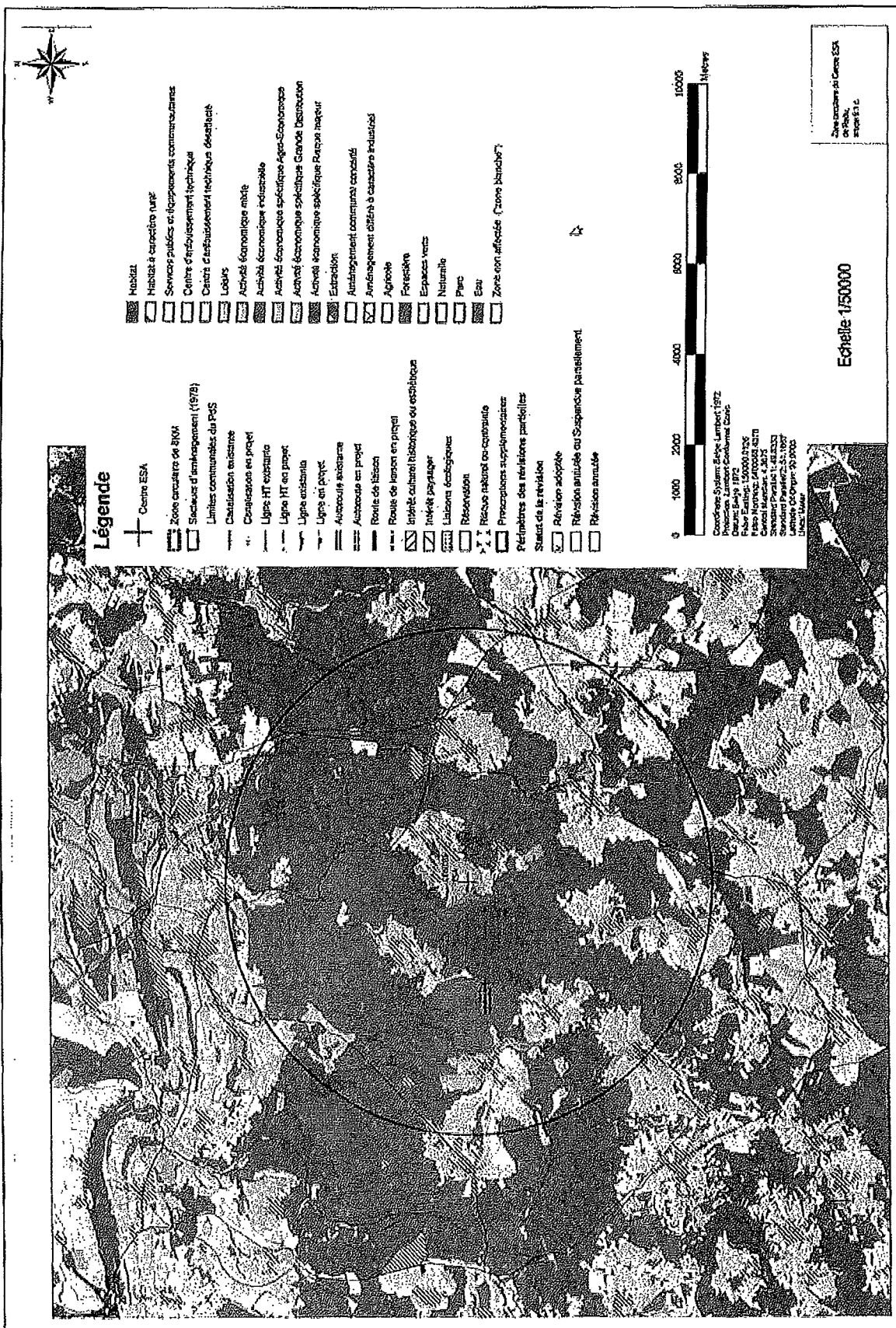
ANNEX II a)



ANNEX II b)



ANNEX II c)



ANNEX III

Services to be delivered by Belgium at its cost:

1. Preparation and development of the Land;
2. The conduits to convey water, supplying water in sufficient quantities to meet the Centre's requirements; the supply must be uninterrupted and able to deliver the minimum quantity defined below;
3. The pipelines necessary for drains and sewers at the Centre, in conformity with hygiene requirements;
4. The high-voltage electricity power lines to meet the Centre's requirements.

As an indication,

- a. the supply of water to meet the Centre's requirements shall be 30m³/day, with a minimum hourly flow rate of 1.5m³,
- b. the evacuation capacity of the drain and sewer pipelines 5m³/day minimum.

APPENDIX I
Contact Points

For Belgium:

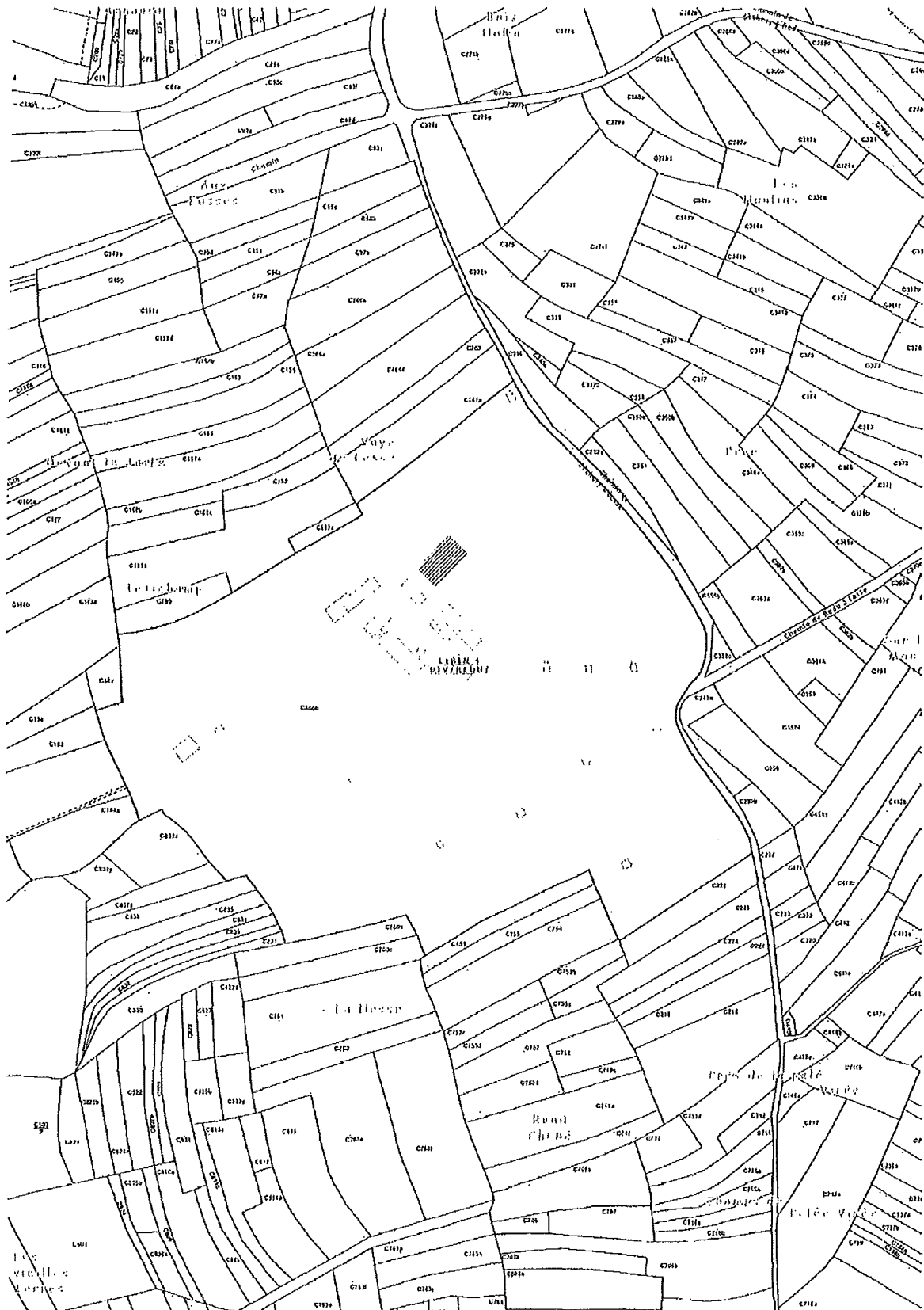
Mr Jacques Nijskens
Directeur
Service Recherche et Applications spatiales
BELSPO
231 avenue Louise – B-1050 Bruxelles
Tel.: +32 2 238 35 88
Email: Jacques.Nijskens@belspo.be

For ESA:

Mr Daniele Galardini
Head of ESA Redu Centre
1 Place de l'ESA – B-6890 Redu
Tel.: +32 61 22 95 12
Email: daniele.galardini@esa.int

APPENDIX II
Cadastral map

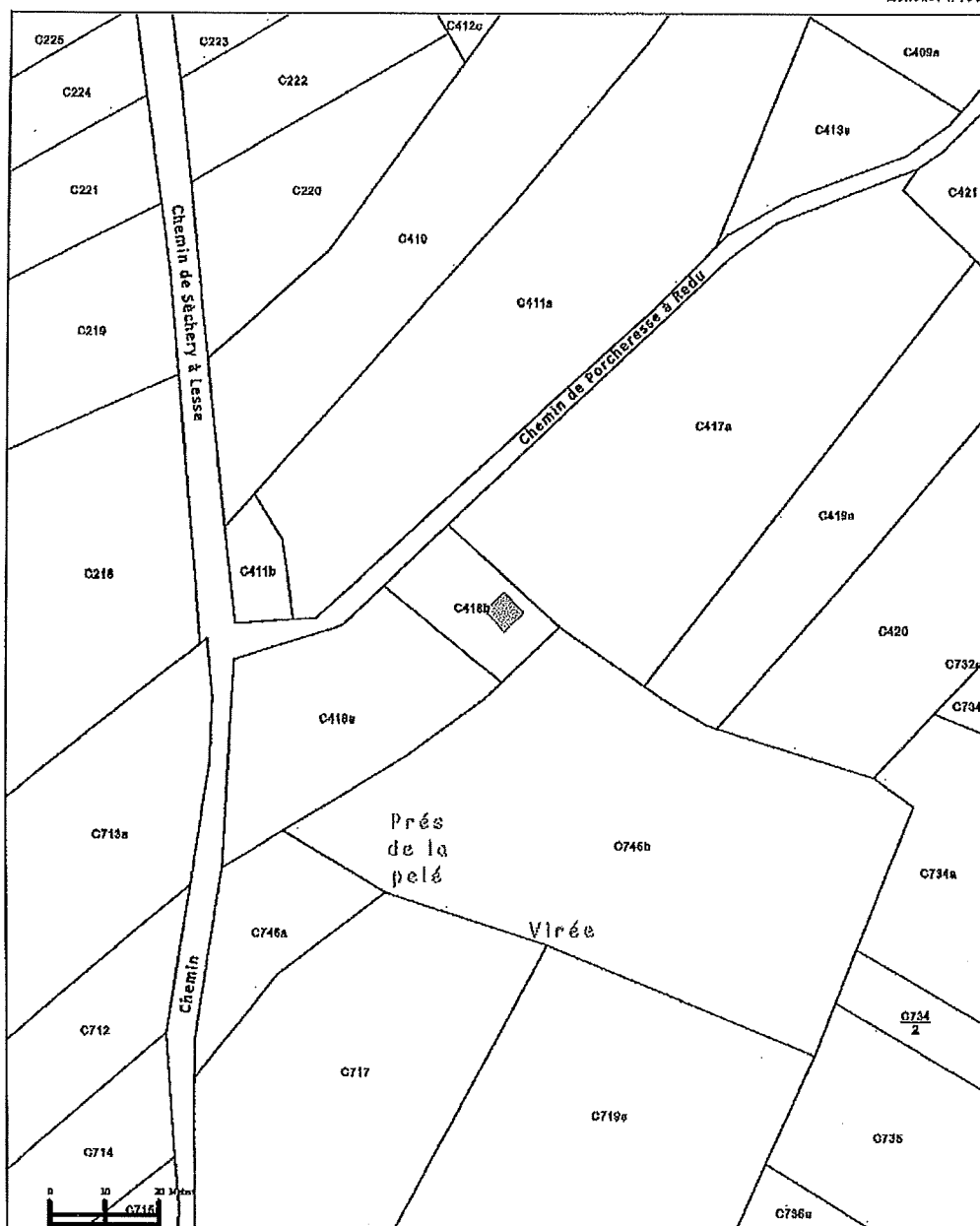
ESA Redu Centre



APPENDICE II

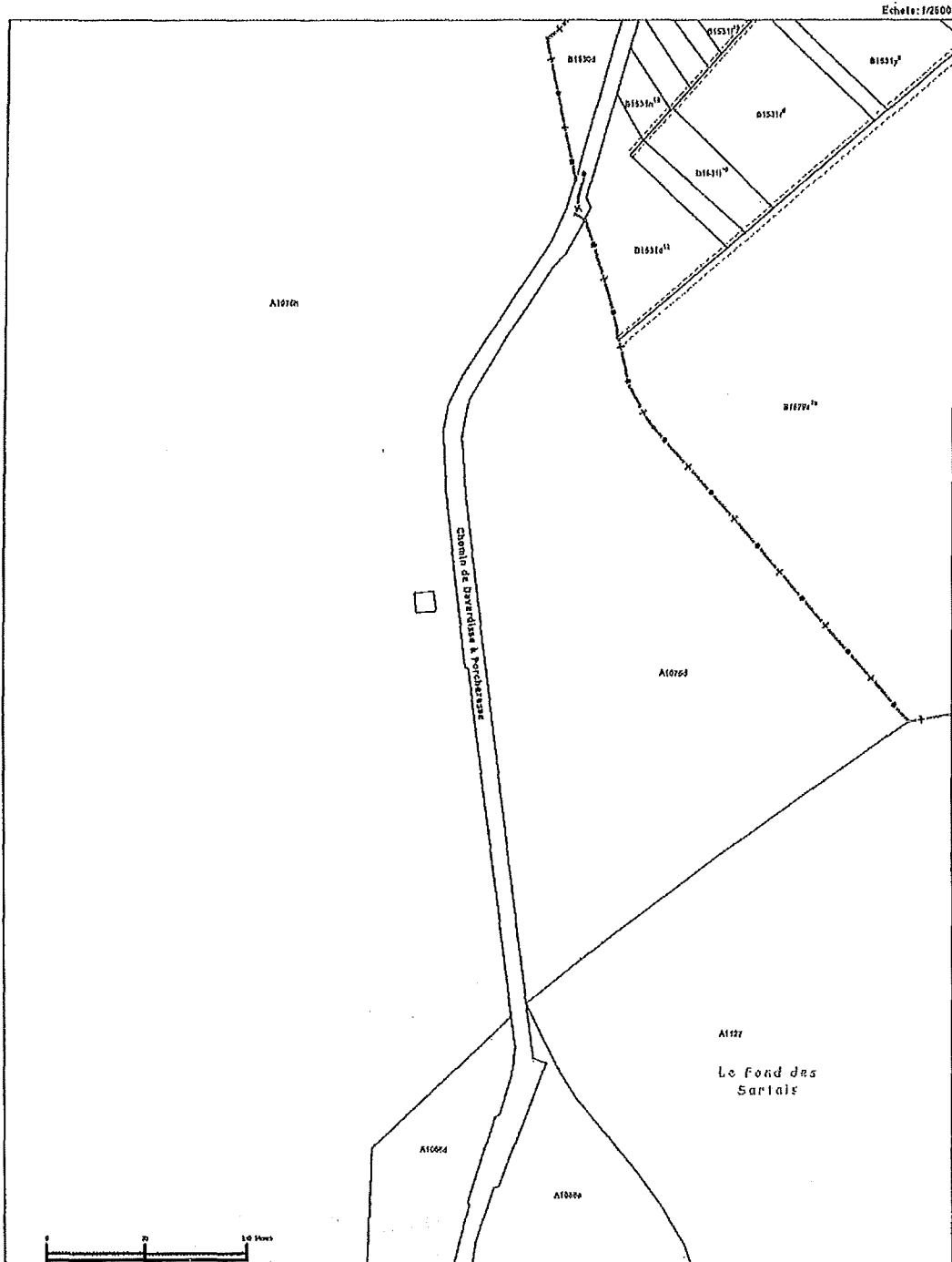
Daverdisse Tour

Echelle: 1/1000

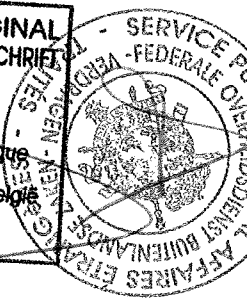


APPENDICE II

Porcheresse Tour



COPIE CERTIFIÉE CONFORME À L'ORIGINAL
MET HET ORIGINEEL EENSLUIDEND VERKLAARD AFSCHRIFT
Bruxelles,
Brussel,
11/02/2019
Le Chef du Service des Traités du
Service Public Fédéral Affaires Étrangères de Belgique
Het Hoofd van de Dienst Verdragen van de
Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken van België





AKKOORD

TUSSEN

HET EUROPEES RUIMTEVAARTAGENTSCHAP

EN

HET KONINKRIJK BELGIE

BETREFFENDE

HET CENTRUM VAN HET EUROPEES
RUIMTEVAARTAGENTSCHAP IN REDU

Het Europees Ruimtevaartagentschap (hierna te noemen "het Agentschap" of "het ESA")

en

het Koninkrijk België

Hierna individueel "de Partij" of gezamenlijk "de Partijen" te noemen,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van een Europees Ruimte-Agentschap van 30 mei 1975, voor ondertekening opengesteld te Parijs op 30 mei 1975 en in werking getreden op 30 oktober 1980 (hierna te noemen "het Verdrag");

Gelet op het Akkoord tussen het Koninkrijk België en de Europese Organisatie voor Ruimteonderzoek betreffende het Station der Europese Organisatie voor Ruimteonderzoek, Plaatsbepaling, Verrekening en Afstandsbediening te Redu van 19 april 1966, en de briefwisseling gedagtekend te Brussel op 11 februari 1969 en te Neuilly op 28 februari 1969 (hierna te noemen "het Akkoord van Redu");

Gelet op het zetelakkoord tussen het Koninkrijk België en het Europees Ruimtevaartagentschap van [*te bevestigen datum van het nieuwe zetelakkoord*] (hierna te noemen "het Zetelakkoord");

Gelet op artikel XXVIII van bijlage I bij het Verdrag;

ZIJN HET VOLGENDE OVEREENGESKOMEN:

Titel I - ALGEMENE BEPALINGEN

ARTIKEL 1

Definities

Voor de toepassing van dit akkoord:

- a) verwijst de term « Akkoord » naar dit akkoord en de bijlagen ervan;
- b) verwijst de term « ESA-Centrum van Redu » naar het in Redu gelegen centrum van het Europees Ruimtevaartagentschap, alsook naar de toren in Redu en de kalibratietoren in Porcheresse;
- c) verwijst de term « Terrein » naar alle terreinpercelen die in Bijlage I bij dit Akkoord en op het in Aanhangsel II opgenomen kadastraal plan zijn geïdentificeerd, alsook de percelen waarop de torens als bedoeld in punt (b) zijn opgericht;

- d) verwijst de term « Installaties » naar de gebouwen, delen van gebouwen en de bijbehorende installaties ervan, alsook de antennes en de uitrusting die tot het Agentschap behoren, die hem ter beschikking zijn gesteld of die het Agentschap onderhoudt of gebruikt op het ESA-Centrum van Redu voor de uitvoering van zijn officiële activiteiten;
- e) verwijst de term « Site » naar het terrein en de installaties;
- f) verwijst de term « Officiële activiteiten van het ESA » naar de door het Agentschap of de voor zijn rekening verrichte activiteiten om de hem toevertrouwde statutaire opdrachten uit te voeren krachtens het Verdrag en de op het Agentschap toepasselijke regels;
- g) verwijst de term « België » naar het Koninkrijk België en zijn Regering die namens zijn bevoegde entiteiten en overheden optreedt.

ARTIKEL 2

Voorwerp van het akkoord

Het voorwerp van het akkoord is de voorwaarden vast te leggen waaronder België het terrein en de diensten ter beschikking stelt van het Agentschap voor de uitvoering van zijn officiële activiteiten op het Belgische grondgebied.

ARTIKEL 3

Aansprakelijkheid

1. Voor de activiteiten van het Agentschap op het Belgische grondgebied is België noch nationaal, noch internationaal aansprakelijk voor de handelingen of de nalatigheden van het Agentschap of zijn vertegenwoordigers die al dan niet handelen binnen de grenzen van hun functie.
2. De officiële activiteiten van het ESA in het ESA-Centrum van Redu of vanop dat laatste, vallen in geen geval onder het toepassingsgebied van de wet van 17 september 2005 met betrekking tot de activiteiten op het gebied van het lanceren, het bedienen van de vlucht of het geleiden van ruimtevoorwerpen.

Titel II: DE SITE EN DE ACTIVITEITEN VAN HET AGENTSCHAP

ARTIKEL 4

Site

1. België stelt het terrein voor één euro ter beschikking van het Agentschap voor de uitvoering van zijn officiële activiteiten.

2. Het Agentschap heeft het recht om op het terrein, overeenkomstig de van toepassing zijnde wettelijke en reglementaire bepalingen, de installaties te bouwen die het nuttig acht voor de uitoefening van zijn officiële activiteiten. Onverminderd artikel 13, §§ 2 en 3 en behoudens andersluidend akkoord, beschikt het Agentschap over het eigendomsrecht van de voornoemde installaties en plukt het de vruchten ervan, met dien verstande dat het Koninkrijk België eigenaar blijft van de grond.
3. In weerwil van de bepalingen van paragraaf 6, kan het terrein alleen maar worden gebruikt voor de uitvoering van officiële activiteiten van het ESA.
4. Het Agentschap heeft het recht om op het terrein alle nuttig geachte toegangs- of parkeeraanpassingen door te voeren. Ook panelen, platen en vlaggen mogen worden geplaatst, zo dat nodig wordt gevonden.
5. Het Agentschap heeft het recht het terrein af te sluiten en er de toegang toe te verbieden.
6. Voor zover dat geen afbreuk doet aan of een hinderpaal vormt voor de ontwikkeling en de uitvoering van de activiteiten als bedoeld in paragraaf 3, kan de Belgische Staat, in gemeen akkoord met het ESA of via derde contractanten, een gedeelte van het terrein gebruiken voor eigen activiteiten.

Die activiteiten worden opgezet buiten het toepassingsgebied van dit akkoord en zijn het voorwerp van specifieke regelingen voor de juridische, fiscale en technische uitvoering ervan.

ARTIKEL 5

Vergunningen en toestemmingen

Onverminderd artikel 10 verbindt België zich ertoe, zo spoedig mogelijk en met vrijstelling van belastingen, heffingen of allerhande lasten, de verschillende vergunningen uit te reiken en toestemmingen te geven die nodig zijn voor de inrichting, de bouw en de werking van de site (waaronder de bouwvergunning, de exploitatievergunning, de milieuvergunning, de toestemming van de luchtverkeersleiders, vergunningen en toestemmingen voor de installatie en de exploitatie van antennes en andere satellietcommunicatieapparatuur), alsook voor de uitbreiding ervan overeenkomstig de bepalingen van artikel 8 van dit akkoord.

ARTIKEL 6

Dienstverlening en ondersteuning op de site

1. België erkent dat sommige diensten en ondersteuning noodzakelijk zijn voor de correcte en doeltreffende werking van het ESA-Centrum van Redu. België bereidt op eigen kosten het terrein voor en levert de nodige diensten voor de exploitatie ervan door het Agentschap, zoals vastgelegd in Bijlage III.

2. België garandeert, tegen niet minder gunstig uitvallende voorwaarden dan die welke toepasselijk zijn op de Belgische administratie en die welke zijn voorbehouden aan diplomatieke missies of andere internationale organisaties op het Belgische grondgebied, een dienstverlening in de vorm van postdiensten, telefoon-, kabel-, elektriciteits-, water- en gasaansluitingen, brandbeveiliging, waterzuivering, rioleringen en lokale vervoerdiensten. Bij gedeeltelijke of totale onderbreking van die diensten, geniet het Agentschap dezelfde voorkeursbehandeling als de Belgische administratie en de in België gevestigde diplomatieke diensten en internationale organisaties.
3. Onverminderd de tussen de Partijen gesloten specifieke akkoorden of regelingen, zorgt België ervoor dat elke oproep voor politie- of brandweerhulp vanop de site snel wordt beantwoord. België zet hiervoor in samenspraak met de bevoegde overheden en diensten de nodige middelen en procedures in, rekening houdende met de eisen van het Agentschap.
4. België neemt de nodige maatregelen opdat de plantengroei in de uitbreidingszone als bedoeld in artikel 9, §2, de activiteiten van het ESA-Centrum van Redu niet hindert. België ziet er in het bijzonder op toe dat de in die zone aanwezige bomen het bereik van de via de antennes op de site uitgezonden radiogolven niet verstoren.
5. België verleent alle nodige administratieve en technische ondersteuning aan het Agentschap en levert de nodige telecommunicatiemiddelen voor de goede werking van het ESA-Centrum van Redu.

ARTIKEL 7

Toegankelijkheid en gebruik

1. De gebruiksrechten van het terrein omvatten de bijbehorende toegangsrechten, zowel voor de personeelsleden van het Agentschap, de experts, de vertegenwoordigers van de lidstaten als de contractanten en de bezoekers van het Agentschap.
2. België onderhoudt de toegangswegen tot de site voor auto's en zware vrachtwagens, en brengt de gepaste bewegwijzering aan voor een vlot verkeer naar de site. België verbindt zich ertoe zo nodig toegangswegen aan te leggen.
3. België zorgt ervoor dat de site op elk moment en in alle omstandigheden toegankelijk is. Vooral bij sneeuw en houtkap zorgt België ervoor dat de site toegankelijk blijft en levert het daartoe de nuttige ondersteuning, zodat de interventiediensten de site kunnen bereiken, ook als het Agentschap daarom vraagt binnen de perimeter van de site. België neemt bovendien de nuttige maatregelen om in te gaan op alle verzoeken van het Agentschap om het verkeer op de openbare weg in de nabijheid van de site te beperken of zelfs tijdelijk te verbieden om dwingende redenen van operationele aard.

ARTIKEL 8

Uitbreiding

1. België zorgt ervoor dat de uitbreiding van het terrein waarop het Agentschap op het Belgische grondgebied is gevestigd, vlot verloopt. Zo het Agentschap vindt dat het noodzakelijk is het terrein van het ESA-Centrum van Redu uit te breiden, raadpleegt het de Belgische overheid via de adviescommissie als bedoeld in artikel 11, met de bedoeling de middelen en de regels voor die uitbreiding vast te leggen.
2. Voor zover het terrein wordt uitgebreid binnen de uitbreidingszone als bedoeld in artikel 9, §2, vereist die uitbreiding geen herziening van dit akkoord in de zin van artikel 12. De toegevoegde percelen na die uitbreiding maken integraal deel uit van het terrein en zijn het voorwerp van dit akkoord. De bijlagen worden in voorkomend geval bijgewerkt via briefwisseling tussen de partijen, met de bedoeling die uitbreiding in rekening te nemen.

Zo voor de uitbreiding van het terrein de toevoeging is vereist van percelen buiten de uitbreidingszone als bedoeld in artikel 9, §2, stellen de partijen alles in het werk opdat die percelen het voorwerp zijn van dit, in voorkomend geval, herziene akkoord.

3. Zo er een gemeenschappelijk akkoord is over de nodige oprichting van een nieuwe site, plegen de partijen overleg binnen de adviescommissie om de haalbaarheid daarvan te bepalen en, in voorkomend geval, de voorwaarden vast te leggen voor de oprichting van een nieuwe site voor het Agentschap op het Belgische grondgebied.

ARTIKEL 9

Beschermde en cirkelvormige uitbreidingszones

1. België legt drie zones vast rond het ESA-Centrum van Redu die in bijlage II van dit akkoord in detail worden beschreven en gelokaliseerd:
 - a) de uitbreidingszone van het ESA-Centrum van Redu (zie plan);
 - b) de beschermde zone van het ESA-Centrum van Redu (zie plan);
 - c) de cirkelvormige zone van het ESA-Centrum van Redu (zie plan);
2. In de uitbreidingszone die bestemd is voor een eventuele uitbreiding van het ESA-Centrum van Redu, mag geen nieuwbouw worden opgetrokken, behalve als dat door het Agentschap zelf gebeurt.
3. Behoudens voorafgaand akkoord van het Agentschap, is in de beschermde zone geen nieuwbouw toegestaan en mogen er geen installaties of infrastructuur worden opgetrokken of gebruikt die radio-elektrische storingen kunnen veroorzaken in de door het Agentschap gebruikte frequentiebanden.
4. In de cirkelvormige zone mag geen enkele vergunning worden uitgereikt voor de oprichting van bedrijfsgebouwen, hoogspanningslijnen, spoorlijnen of welke

elektrische installatie ook zonder voorafgaandelijk het Agentschap te hebben geraadpleegd.

ARTIKEL 10

Radiofrequenties

1. België geeft het Agentschap de toestemming telecommunicatieapparatuur te installeren en te gebruiken op de site, alsook de ermee verbonden radiofrequenties die het voor zijn officiële activiteiten nodig heeft. Over het gebruik van die frequenties wordt overlegd tussen het Agentschap en de bevoegde Belgische overheden overeenkomstig het reglement betreffende de radiocommunicatie van de Internationale Telecommunicatie-Unie. De bevoegde Belgische overheden zetten de nodige stappen om de radiofrequenties nationaal en internationaal te coördineren.
2. België neemt alle noodzakelijke maatregelen om de interferenties weg te werken die veroorzaakt worden door radiocommunicatie-uitzendingen die onder zijn bevoegdheid of controle vallen, met inbegrip van de door het luchtverkeer veroorzaakte interferenties. Het doel is het goede verloop te garanderen van de officiële activiteiten van het Agentschap, zoals vastgelegd in dit akkoord.
3. Het Agentschap werkt samen met de bevoegde Belgische overheden om de door zijn telecommunicatieapparatuur veroorzaakte interferenties weg te werken.

Titel II: COÖRDINATIE

ARTIKEL 11

Adviescommissie

1. Voor de vlotte uitvoering van dit akkoord wordt een adviescommissie opgericht. Die adviescommissie is altijd samengesteld uit vertegenwoordigers van het Agentschap (ESA), het Interministerieel Comité voor het Zetelbeleid (ICZ), de programmatorische federale overheidsdienst Wetenschapsbeleid (BELSPO), het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie (BIPT) en de "Service public de Wallonie" (SPW). Elke andere bevoegde overheid voor de behandeling van de agendapunten van de commissie mag aan de vergaderingen ervan deelnemen. De adviescommissie komt zo veel als nodig samen. De voorzitter van die commissie wordt in gemeen overleg tussen de partijen aangewezen. Elke partij wijst haar vertegenwoordigers aan.
2. Ieder permanent lid van de commissie wijst een contactpersoon aan voor de uitvoering van dit akkoord. De lijst van de contactpersonen en van hun respectieve gegevens is opgenomen in Aanhangsel I aan dit akkoord en wordt zo nodig bijgewerkt via briefwisseling tussen de permanente leden.

3. Onverminderd de van toepassing zijnde rechtsbepalingen, staat België het Agentschap bij de uitvoering van zijn officiële activiteiten op het Belgische grondgebied bij en onderneemt het niets dat in tegenspraak kan zijn met de officiële activiteiten van het Agentschap of gevolgen kan hebben voor diezelfde activiteiten, zonder voorafgaandelijk het Agentschap te hebben geraadpleegd via de voornoemde adviescommissie.
4. Om dit akkoord vlot en praktisch uit te voeren, werkt het Agentschap nauw samen met de vertegenwoordigers van de bevoegde nationale overheden alsook, in voorkomend geval, met de regionale en/of lokale overheden via de in paragraaf 1 beschreven adviescommissie.

TITEL IV - SLOTBEPALINGEN

ARTIKEL 12

Van toepassing zijnde recht en herziening

1. Onverminderd de bepalingen van dit akkoord en die van het tussen België en het Agentschap gesloten zetelakkoord, die van het ESA-Verdrag (en in het bijzonder van Bijlage I erbij), de regels en normen van het Agentschap en de bepalingen van welk tussen het Koninkrijk België en het Agentschap gesloten aanvullende akkoord ook, is het Belgische recht van toepassing op welke activiteit ook op de site.
2. Op verzoek van deze of gene partij, kan dit akkoord op elk ogenblik worden geamendeerd of gewijzigd na onderlinge toestemming tussen de partijen, overeenkomstig de procedures die respectievelijk op hen van toepassing zijn.

ARTIKEL 13

Inwerkingtreding en duur

1. Onverminderd de relevante bepalingen van het zetelakkoord, treedt dit akkoord in werking de datum waarop de akten van bekrachtiging of goedkeuring van de partijen worden uitgewisseld. Tenzij het akkoord wordt opgezegd overeenkomstig artikel 14 hierna, blijft het van kracht zolang het ESA officiële activiteiten uitoefent op de site.

Zodra dit akkoord in werking treedt, vervangt dit akkoord het akkoord van Redu.

2. België onderhandelt met het Agentschap over een specifiek akkoord om de rechten en plichten van de partijen te regelen als dit akkoord ten einde loopt. In afwachting van de sluiting van een dergelijk akkoord, blijven de bepalingen van dit akkoord van kracht.
3. Zo dit akkoord ten einde loopt:

- a) heeft België een optierecht om het roerend of demonteerbaar materiaal van het Agentschap te kopen dat het Agentschap niet van plan is over te nemen;
- b) behalve het materiaal als bedoeld in punt (a), zijn het wegnemen en het verwijderen van apparatuur en materiaal en de sanering van het terrein overeenkomstig de milieuvoorschriften het voorwerp zijn van een akkoord tussen de partijen;
- c) onverminderd de door derden verworven rechten, worden de voorwaarden voor de overdracht aan België van de vaste of niet-demonteerbare installaties van het Agentschap en het compensatiebedrag voor een dergelijke overdracht in een afzonderlijk akkoord vastgelegd.

ARTIKEL 14

Opzegging

Dit akkoord loopt van rechtswege af zodra zich een van de volgende evenementen voordoet:

- a) ontbinding van het Agentschap overeenkomstig de in artikel XXV van het Verdrag vastgelegde regels ;
- b) opzegging van het Verdrag door het Koninkrijk België overeenkomstig artikel XXIV ervan.

In al die gevallen verbinden de partijen zich ertoe een specifiek akkoord te sluiten in de zin van paragraaf 2 van artikel XXIV van het Verdrag en overeenkomstig artikel 13, §2, van dit akkoord.

ARTIKEL 15

Raadplegingen en geschillenregeling

1. De partijen stellen alles in het werk om alle moeilijkheden te overwinnen die rijzen bij de interpretatie en de uitvoering van dit akkoord door onmiddellijk te starten met raadplegingen.
2. Elk geschil dat voortkomt uit de interpretatie of de toepassing van dit akkoord en dat niet op een andere manier door de partijen kan worden geregeld, wordt aan arbitrage onderworpen op verzoek van deze of gene partij overeenkomstig de bepalingen van de paragrafen 2 tot 6 van artikel XVII van het Verdrag. Zo een van de partijen het voornemen heeft een geschil aan arbitrage te onderwerpen, deelt zij dat aan de andere partij mee.

Ten blijke waarvan de ondergetekende vertegenwoordigers, daartoe behoorlijk gemachtigd, hun handtekening onder dit Akkoord hebben geplaatst.

Opgemaakt op te

in twee originele exemplaren in het Nederlands en het Frans, zijnde beide teksten
gelijkelijk authentiek.

Voor het Europees Ruimtevaartagentschap, Voor het Koninkrijk België,

[...]

[...]

BIJLAGE I

I. De oorspronkelijke omvang van de site is als volgt:

(a) Een terrein van 19 ha 26 a 82 ca, gelegen in Redu, op het ogenblik als deelperceel in het kadaster opgenomen in de gemeente Libin, afdeling 4:

- sectie C, perceelnummer 250A met een oppervlakte van 18ha 76a 00ca ;
- sectie C, perceelnummer 252A met een oppervlakte van 16a 80ca ;
- sectie C, perceelnummer 352C met voor een oppervlakte van 06a00ca ;
- sectie C, perceelnummer 242A met een oppervlakte van 18a50ca ;

- Dat terrein is door de Belgische Staat aan het Agentschap in erfpacht gegeven

(b) twee percelen waarvan een gelegen op het grondgebied van de gemeente Libin - Afdeling 4 - Redu: kadastraal perceel sectie C, perceelnummer 418 (oppervlakte van 3 are 98 ca) en het andere op het grondgebied van de gemeente Daverdisse - Afdeling 4 - Porcheresse: kadastraal perceel sectie A, perceelnummer 1076/C (oppervlakte van 2 are 26 ca).

II. Het onder sectie I (a) vermelde terrein werd uitgebreid na toevoeging van de volgende nieuwe percelen:

1. Het kadastraal grondperceel bekend als "La Hesse", sectie C, perceelnummer 756 met een totale oppervlakte van zesentwintig are tien centiare (26 a 10ca).

2. Het kadastraal grondperceel bekend als "La Hesse", sectie C, perceelnummer 754 met een totale oppervlakte van achtenzeventig are vijftig centiare (78a 10ca).

3. Het kadastraal grondperceel bekend als "La Hesse", sectie C, perceelnummer 753C met een totale oppervlakte van negentien are veertig centiare (19a 10ca).

4. Het kadastraal grondperceel bekend als "Les Vieilles Terres", sectie C, perceelnummer 831 met een totale oppervlakte van dertien are veertig centiare (13a 40ca).

5. Het kadastraal grondperceel bekend als "Les Vieilles Terres", sectie C, perceelnummer 832 met een totale oppervlakte van zestien are tachtig centiare (16a 40ca).

6. Het kadastraal grondperceel bekend als "Les Vieilles Terres", sectie C, perceelnummer 833 met een totale oppervlakte van eenentwintig are twintig centiare (21a 20ca).

7. Het kadastraal grondperceel bekend als "Les Vieilles Terres", sectie C, perceelnummer 834 met een totale oppervlakte van eenentwintig are dertig centiare (21a 30ca).

8. Het kadastraal grondperceel bekend als "Les Vieilles Terres", sectie C, perceelnummer 835 met een totale oppervlakte van tweeëndertig are vijftig centiare (32a 50ca).

9. Het kadastraal grondperceel bekend als "Voye de Lesse", sectie C, perceelnummer 224 met een totale oppervlakte van drieëntwintig are vijftig centiare (23a 50ca).

10. Het kadastraal grondperceel bekend als "Voye de Lesse", sectie C, perceelnummer 228 met een totale oppervlakte van zevenendertig are vijftig centiare (37a 50ca).

11. Het kadastraal grondperceel bekend als "Voye de Lesse", sectie C, perceelnummer 232B met een totale oppervlakte van tachtig are tachtig centiare (80a 80ca).

12. Het kadastraal grondperceel bekend als "Virée Jaife", sectie C, perceelnummer 18V met een totale oppervlakte van vijftien are veertig centiare (15a 40ca).

13. Het kadastraal grondperceel bekend als "Tetichamps", sectie C, perceelnummer 192A met een totale oppervlakte van tien are (10a).

14. Het kadastraal grondperceel bekend als "Voye de Lesse", sectie C, perceelnummer 261A met een totale oppervlakte van drieënzeventig are tien centiare (73a 10ca).

15. Het kadastraal grondperceel bekend als "Voye de Lesse", sectie C, perceelnummer 263 met een totale oppervlakte van negenentwintig are negentig centiare (29a 90ca).

16. Het kadastraal grondperceel bekend als "Voye de Lesse", sectie C, perceelnummer 264D met een totale oppervlakte van zeventig are (70a).

17. Het kadastraal grondperceel bekend als "Voye de Lesse", sectie C, perceelnummer 265A met een totale oppervlakte van drieënzestig are twintig centiare (63a 20ca).

18. Het kadastraal grondperceel bekend als "Rond Chêne", sectie C, perceelnummer 752 met een totale oppervlakte van veertig are negentig centiare (40a 90ca).

19. Het kadastraal grondperceel bekend als "Voye de Lesse", sectie C, perceelnummer 266A met een totale oppervlakte van vijfenzeventig are tien centiare (75a 10ca).

20. Het kadastraal grondperceel bekend als "La Hesse", sectie C, perceelnummer 753D met een totale oppervlakte van negentien are twintig centiare (19a 20ca).

21. Het kadastraal bosperceel bekend als "Les Veilles Terres", sectie C, perceelnummer 836 met een totale oppervlakte van achtentwintig are veertig centiare (28a 40ca).

22. Het kadastraal bosperceel bekend als "Les Veilles Terres", sectie C, perceelnummer 837A met een totale oppervlakte van drieëntwintig are (23a).

23. Het kadastraal bosperceel bekend als "Aux Fosses", sectie C, perceelnummer 97B met een totale oppervlakte van tweeëndertig are (32a).

24. Het kadastraal grondperceel bekend als "La Hesse", sectie C, perceelnummer 753A met een totale oppervlakte van zestien are twintig centiare (16a 20ca).

25. Het kadastraal grondperceel bekend als "La Hesse", sectie C, perceelnummer 753B met een totale oppervlakte van zestien are tien centiare (16a 20ca).

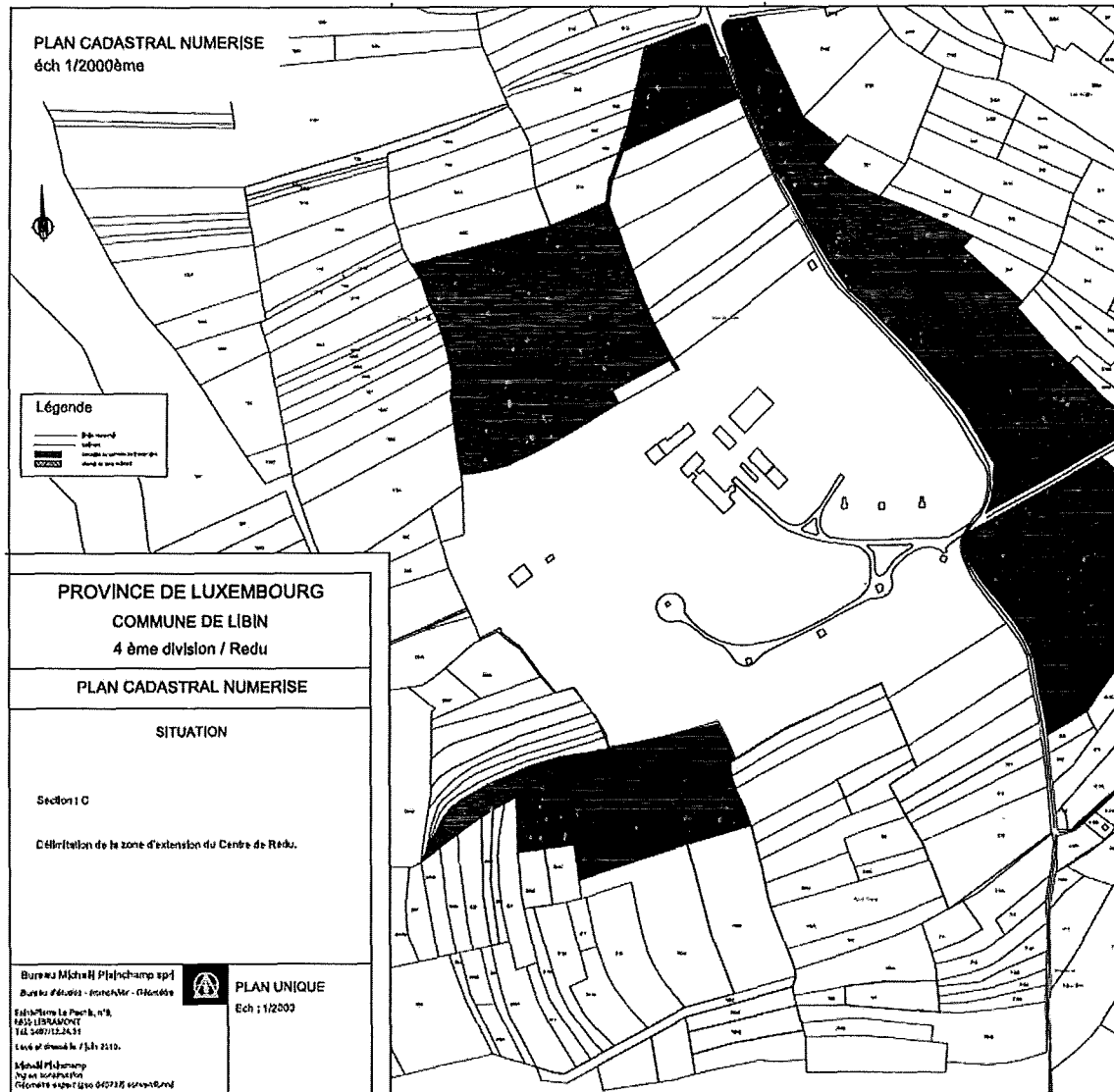
26. Het kadastraal grondperceel bekend als "Voye de Lesse", sectie C, perceelnummer 225 met een totale oppervlakte van tweeënveertig are (42a).

27. Het kadastraal grondperceel bekend als "La Hesse", sectie C, perceelnummer 755 met een totale oppervlakte van zevenentwintig are vijftig centiare (27a 50ca).

Die onder nummer 1 tot 27 opgesomde percelen werden door de Belgische Staat aan het Agentschap in erfpacht gegeven voor een periode van 27 jaar, te rekenen vanaf 8 juli 2010. Dat akkoord werd bij akte vastgelegd die de heer André Vander Borgh, voorzitter van het aankoopcomité van Neufchâteau op 8 juli 2010 heeft ontvangen, en overgeschreven op het hypotheekkantoor van Neufchâteau op 16 juli 2010.

BIJLAGE II

a)
(te bevestigen plan)



[illegible]

1. The first step in the process of creating a new product is to identify a market need. This involves conducting market research to determine what consumers are looking for and what problems they are trying to solve. Once a need is identified, the next step is to develop a concept that addresses that need. This is often done through brainstorming sessions with a team of designers and engineers. The concept is then refined through prototyping and testing, with feedback from potential users being used to make improvements. Finally, the product is launched into the market, and its performance is monitored to ensure it meets the needs of the target audience.

BIJLAGE III

Door België op eigen kosten te leveren diensten:

1. Voorbereiding en inrichting van het terrein;
2. De nutsleidingen voor water, waarbij ervoor gezorgd wordt dat er voldoende water wordt geleverd voor de behoeften van het Centrum; de watertoevoer moet ononderbroken zijn en minstens de hierna vastgelegde hoeveelheid garanderen;
3. De nodige buisleidingen voor het afvalwater van het Centrum in overeenstemming met de hygiënevoorschriften;
4. De hoogspanningslijnen voor de behoeften van het Centrum.

Ter indicatie

- a. de hoeveelheid water voor de behoeften van het Centrum bedraagt 30m³/dag, met een uurdebiet van minimum 1.5m³.
- b. de evacuatiecapaciteit van de leidingen voor het afvalwater bedraagt minimaal 5m³/dag.

AANHANGSEL I

Contactpersonen

Voor België:

Dhr. Jacques Nijskens
Directeur
Dienst Onderzoek en Ruimtetoepassingen
BELSPO
Louizalaan 231 – B-1050 Brussel
tel.: +32 2 238 35 88:
e-mail: Jacques.Nijskens@belspo.be

Voor het ESA:

Dhr. Daniele Galardini
Hoofd van het ESA-centrum van Redu
1 Place de l'ESA – B-6890 Redu
tel.: +32 61 22 95 12:
e-mail : daniele.galardini@esa.int

AANHANGSEL II

Kadastraal plan

(te leveren)

Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et l'Agence spatiale européenne concernant le centre de l'Agence spatiale européenne à Redu, et ses annexes, faits à Bruxelles le 24 mai 2017.

Ontwerp van wet houdende instemming met het Akkoord tussen het Koninkrijk België en het Europees Ruimteagentschap betreffende het centrum van het Europees Ruimteagentschap in Redu, en zijn bijlagen, gedaan te Brussel op 24 mei 2017.

Exposé des motifs

Memorie van toelichting

Commentaire général

Algemeen commentaar

Le 19 avril 1966, la Belgique et l'Organisation européenne de Recherches spatiales (ESRO) ont conclu une convention visant à l'établissement et à l'opération d'une station de télémétrie satellitaire, à Redu (Libin). Cet accord a été repris en 1975 par l'Agence spatiale européenne (ESA) qui a succédé à l'ESRO.

België en de Europese organisatie voor ruimteonderzoek (ESRO) hebben op 19 april 1966 een verdrag gesloten met als doel in Redu (Libin) een station voor satelliet-telemetrie op te richten en te exploiteren. Het Europees Ruimteagentschap (ESA), de opvolger van het ESRO, heeft dat verdrag in 1975 overgenomen.

Au début des années 2000, les activités menées à la station de Redu se sont développées dans le cadre des missions PROBA, ainsi que des programmes européens de navigation par satellites (Galileo et EGNOS). La station, devenue "Centre ESA", représente aujourd'hui un centre d'excellence dans le domaine de la validation en orbite des satellites. En outre, elle est appelée à jouer un rôle substantiel dans la phase opérationnelle du service public régulé (PRS) du GNSS européen.

Begin 2000 waren de activiteiten in het station van Redu gericht op de PROBA-missies en de Europese programma's voor satellietnavigatie (Galileo en EGNOS). Het tot "ESA-Centrum" omgedoopte station is nu een excellentiecentrum voor IOV-satellieten. Dat station is ook bestemd om een hoofdrol te spelen in de operationele fase van de "Public Regulated Service (PRS)" van het European Global Navigation Satellite Systems Agency (GNSS).

Cette évolution a été permise par la politique constante menée par la Belgique au sein de l'ESA depuis 2007: plusieurs arrangements (2007, 2008, 2014) ont été conclus avec l'ESA et certains partenaires institutionnels et privés afin de développer les compétences et les capacités du Centre de Redu dans des domaines niches.

Die ontwikkeling is er gekomen dankzij het gevoerde beleid van België binnen het ESA sinds 2007: met het ESA en enkele institutionele en privépartners zijn er verscheidene regelingen getroffen (2007, 2008, 2014), met als doel de competenties en de capaciteiten van het ESA-Centrum van Redu te ontwikkelen op nichegebieden.

L'évolution du Centre ESA de Redu a également nécessité un élargissement du site: en 2009, plusieurs parcelles de terrain contigües ont été cédées en bail emphytéotique (à l'instar du reste du terrain sur lequel est implanté le site) à l'ESA par l'Etat afin d'être, ceci afin de permettre l'installation de nouvelles antennes.

Het ESA-Centrum van Redu heeft zich ook zodanig ontwikkeld dat de site diende te worden uitgebreid: in 2009 heeft de Staat verscheidene aangrenzende percelen in erfpacht gegeven aan het ESA (zoals het overige gedeelte van het terrein waarop de site staat). Zo konden nieuwe antennes worden geïnstalleerd.

Ces adaptations du site et d'autres besoins correspondant aux nouvelles tâches du Centre ESA de Redu ont rendu nécessaire une refonte globale de l'Accord de 1966. Cette refonte devait également s'inscrire dans le nouvel accord de siège à conclure entre la Belgique et l'ESA qui institue le cadre général des activités de l'Agence sur le territoire belge (ci-après "Accord de siège").

Le présent projet d'accord ("Accord de site") permet donc:

- a) de formuler les engagements réciproques des parties en tenant compte des besoins, des contingences et du cadre institutionnel actuels;
- b) de mettre à jour le cadre juridique applicable à l'ensemble du site, y compris ses extensions.

Il est à noter qu'aucun engagement au titre de l'Accord de site n'implique, pour la Belgique, une dépense supplémentaire par rapport à celles inscrites dans le budget général ou programmées à court terme.

Les viabilités (eau, énergie, communications) que la Belgique s'engage à mettre à disposition de l'ESA pour l'opération du Centre de Redu existent d'ores et déjà.

Certaines contingences propres au Centre et à ses activités sont traitées au titre d'arrangements particuliers: il en est ainsi:

- a) du développement de synergies entre le Centre et l'industrie locale, régionale et nationale, dans le but d'optimiser le bénéfice des compétences et des capacités développées au Centre de Redu
- b) du statut d'*infrastructure critique* octroyé au Centre de Redu afin de répondre aux obligations européennes de la Belgique et qui est organisé par un instrument ad hoc entre le Gouvernement fédéral et l'ESA.

Door die aanpassingen aan de site en de nieuwe gecreëerde noden gelet op de nieuwe taken van het ESA-Centrum van Redu, diende het Verdrag van 1966 volledig te worden herzien. Die herziening moest ook aansluiten op het nieuwe tussen België en het ESA te sluiten zetelakkoord. Dat laatste stelt het algemene activiteitenkader in van het Agentschap op het Belgische grondgebied (hierna te noemen "Zetelakkoord").

Met dit ontwerp van akkoord ("Siteakkoord") wordt het mogelijk:

- a) wederzijdse verbintenissen tussen de partijen te formuleren met inachtneming van de noden, de gebeurlijkheden en het huidige institutionele kader;
- b) het juridische kader te actualiseren dat van toepassing is op de gehele site en de uitbreidingen ervan.

Te noteren valt dat alle aangegane verbintenissen uit hoofde van het siteakkoord voor België in geen geval extra uitgaven inhouden ten opzichte van wat in de algemene begroting is ingeschreven of waarin op korte termijn is voorzien.

De nodige nutsleidingen (voor water- en energietoevoer, communicatielijnen) die België belooft ter beschikking te stellen van het ESA voor het Centrum van Redu, zijn al voorhanden.

Sommige gebeurlijkheden eigen aan het Centrum en zijn activiteiten worden in specifieke regelingen vastgelegd, zoals:

- a) de ontwikkeling van synergieën tussen het Centrum en het lokale, regionale en nationale bedrijfsleven, met als doel optimaal voordeel te halen uit de in het Centrum van Redu ontwikkelde competenties en capaciteiten, alsook
- b) het statuut van *kritieke infrastructuur* dat werd toegekend aan het Centrum van Redu om tegemoet te komen aan de Europese verplichtingen van België en dat wordt geregeld via een ad-hocinstrument tussen de federale regering en het ESA.

L'Accord de site en projet n'impose en outre pas de contraintes substantielles additionnelles aux riverains du Centre par rapport à l'actuelle Convention de 1977.

Le principe d'un découpage en zones a été maintenu afin de préciser, pour chaque zone, le type d'aménagement urbanistique ou environnemental nécessaire afin de garantir au Centre ESA de Redu une opérabilité optimale, tout en tenant compte de sa situation et des droits et intérêts des propriétaires voisins.

A cette fin, le projet d'accord a été élaboré en étroite concertation avec la Région wallonne, autorité compétente pour la mise en oeuvre des aspects urbanistiques et environnementaux, qui a participé aux travaux de rédaction.

Le projet d'accord a également été élaboré avec la participation du régulateur des télécommunications (IBPT) afin d'assurer sa conformité avec les lois et règlements applicables, ainsi qu'avec les engagements internationaux de la Belgique.

L'Accord de site en projet est donc conçu afin de doter le Centre ESA de Redu d'un cadre juridique idoine au développement de ses activités, en particulier dans le cadre des grands programmes satellitaires européens et internationaux, ainsi que des synergies avec l'industrie, dont celle déjà présente sur le site du Centre ou à proximité (RGS à Redu, SES Astra, Galaxia à Transinne).

Il vise également à moderniser, en lien avec l'Accord de siège, le cadre de coopération administratif et opérationnel relatif aux activités de l'ESA en Belgique, notamment en instituant un organe de concertation de l'ensemble des partenaires institutionnels (Comité consultatif).

Bij het in voorbereiding zijnde siteakkoord worden ten opzichte van het huidige Verdrag van 1977 geen substantiële bijkomende verplichtingen opgelegd aan de omwonenden van het Centrum.

Het principe van een opdeling in zones werd behouden. Zo kan voor elke zone nader worden bepaald welke stedenbouwkundige en milieugebonden aanpassingen vereist zijn voor de optimale functionering van het ESA-Centrum van Redu. Hierbij wordt rekening gehouden met de ligging ervan en de rechten en belangen van de bureneigenaars.

Daartoe werd het ontwerp van akkoord uitgewerkt in nauwe samenwerking met het Waals Gewest dat bevoegd is voor de stedenbouwkundige en milieugebonden aspecten en meegewerkt heeft aan de opstelling van dat akkoord.

Ook de telecomregulator (BIPT) heeft mee het ontwerp van akkoord opgesteld om het in overeenstemming te brengen met de van toepassing zijnde wetgeving en reglementen, alsook met de internationale verbintenissen van België.

Het in voorbereiding zijnde siteakkoord is dus uitgedacht om het ESA-Centrum van Redu een geschikt juridisch kader te schenken waarin het zijn activiteiten kan ontwikkelen, in het bijzonder in het kader van de grote Europese en internationale satellietprogramma's, alsook de synergieën met het bedrijfsleven, waaronder de bedrijven die al aanwezig zijn op de site of in de nabijheid van het Centrum (RGS in Redu, SES Astra, Galaxia in Transinne).

Het akkoord beoogt ook, in samenhang met het zetelakkoord, het kader te moderniseren voor de administratieve en operationele samenwerking in het raam van de ESA-activiteiten in België, inzonderheid met het instellen van een overlegorgaan voor alle institutionele partners (adviescommissie).

Enfin, l'Accord de site prévoit également la possibilité, pour l'Etat en accord avec l'ESA, de réaffecter une partie du site à des activités qui lui sont propres et en lien avec celles menées par le Centre ESA de Redu. Ces activités de l'Etat ne tomberaient pas dans le champ de l'Accord et feraient l'objet d'arrangements techniques avec l'ESA afin d'organiser les modalités de leur mise en oeuvre.

In het siteakkoord is tot slot ook in mogelijkheid voorzien dat de Staat, in overeenstemming met het ESA, een gedeelte van de site opnieuw laat gebruiken voor eigen activiteiten en die gelinkt zijn aan die van het ESA-Centrum van Redu. Die activiteiten van de Staat vallen wellicht niet onder het toepassingsgebied van het akkoord en zijn het voorwerp van technische regelingen met het ESA, met de bedoeling de regels vast te leggen voor de uitvoering van die activiteiten.

L'Accord de site a été déclaré mixte restreint (Etat fédéral - Régions) par la Conférence interministérielle "Politique extérieure", le 23 avril 2015.

De Interministeriële Conferentie "Buitenlands Beleid" heeft het siteakkoord op 23 april 2015 als een beperkt gemengd akkoord (federale Staat-Gewesten) aangemerkt.

Commentaire par article

Artikelsgewijze commentaar

Titre I - Dispositions générales

Titel I - Algemene bepalingen

Article 1

Artikel 1

La notion d'*activités officielles de l'ESA* est une notion centrale pour la définition du champ d'application de l'Accord et pour sa mise en oeuvre. L'Accord de siège reprend quasiment la même définition tout en précisant, à l'instar du 6^{ème} paragraphe de l'article 4 de l'Accord de site que les activités visées par ce dernier paragraphe sont exclues du champ de la définition.

Het begrip *officiële activiteiten van het ESA* is een centraal begrip voor de definitie van het toepassingsgebied van het akkoord en de uitvoering ervan. Het zetelakkoord neemt haast dezelfde definitie over met de vermelding dat, net als de zesde paragraaf van artikel 4 van het siteakkoord, de activiteiten als bedoeld in die laatste paragraaf niet vallen onder het toepassingsgebied van de definitie.

Article 2

Artikel 2

Cet article n'appelle pas de commentaire particulier.

Dit artikel vereist geen bijzondere toelichting.

Article 3

Artikel 3

Les activités de l'ESA menées sur ou depuis le territoire belge le sont sous la responsabilité exclusive de l'ESA dans la mesure où elles tombent dans le champ des compétences que la Convention portant création d'une Agence spatiale européenne, faite à Paris, le 31 mai 1975, attribue à l'ESA.

De activiteiten van het ESA worden op of vanaf het Belgische grondgebied opgezet onder de exclusieve verantwoordelijkheid van het ESA, voor zover zij vallen onder het bevoegdheidsgebied dat het Verdrag tot oprichting van een Europees Ruimteagentschap, opgemaakt in Parijs op 31 mei 1975, aan het ESA toekent.

Les activités d'opération d'objets spatiaux en particulier génèrent, au titre des traités pertinents des Nations Unies, plusieurs formes de responsabilité internationale spécifiques qui ont donné lieu à l'adoption de la Loi du 17 septembre 2005 relative aux activités de lancement, d'opération de vol ou de guidage d'objets spatiaux. Il est expressément prévu que les responsabilités liées à ce type d'activités menées par l'ESA lui sont exclusivement réservées. La loi précitée ne s'applique pas aux activités menées par l'ESA sur ou depuis le territoire belge.

De activiteiten in het kader van het leiden van ruimtevoorwerpen in het bijzonder genereren krachtens de relevante verdragen van de Verenigde Naties, verschillende specifieke internationale aansprakelijkheidsvormen. In aansluiting daarop werd de wet van 17 september 2005 goedgekeurd met betrekking tot de activiteiten op het gebied van het lanceren, het bedienen van de vlucht of het geleiden van ruimtevoorwerpen. Er is uitdrukkelijk vastgelegd dat de verantwoordelijkheden die aan dat type van door het ESA verrichte activiteiten zijn gelinkt, hem exclusief zijn voorbehouden. De voormelde wet is niet van toepassing op de activiteiten van het ESA op of vanaf het Belgische grondgebied.

Titre II - Le site et les activités de l'Agence

Titel II - De site en de activiteiten van het Agentschap

Article 4

Artikel 4

La mise à disposition du terrain du site est réalisée par voie de bail emphytéotique. La contre-valeur (canon) de 1,- euro représente la volonté politique de la Belgique, en sa qualité d'Etat membre de l'ESA, de mettre à disposition de cette dernière et, précédemment, de l'ESRO (cf. ci-avant), un terrain à titre quasi-gratuit comme une forme de contribution historique à l'édification et au développement de "l'Europe spatiale". Il n'a pas été envisagé de revenir sur cette contribution dont la Belgique bénéficie par ailleurs.

Het terrein van de site wordt via erfpacht ter beschikking gesteld. De tegenwaarde (norm) van één euro toont de politieke wil van België als ESA-lidstaat om het ESA, zoals voorheen de ESRO (cf. zie hiervoor), haast gratis een terrein ter beschikking te stellen als een soort historische bijdrage tot de oprichting en de ontwikkeling van de "Europese ruimtevaart". Er is niet overwogen om terug te komen op die bijdrage waarvan België bovendien profiteert.

Si le canon emphytéotique est généralement de par la nature de l'institution de l'emphytéose, considéré comme modique, il est de plus en plus admis par la jurisprudence qu'il doit représenter une contre-valeur réelle raisonnable de la jouissance du bien. L'Accord de site peut, dans cette mesure, constituer une base juridique supra-légale en ce qu'il impose un canon symbolique.

Hoewel de erfpachtvergoeding gelet op de aard van de erfpacht zelf doorgaans bescheiden is, wordt in de rechtspraak alsmaar meer aanvaard dat die vergoeding een reële redelijke tegenwaarde voor het vruchtgebruik van het goed moet vormen. Het siteakkoord kan in die mate een bovenwettelijke rechtsgrondslag vormen, daar het een symbolische vergoeding oplegt.

Il est à noter que le site de Redu fait actuellement l'objet de deux baux emphytéotiques distincts, l'un portant sur les parcelles d'origine mises à disposition de l'ESRO aux termes de l'Accord de 1966, l'autre sur les nouvelles parcelles acquises par l'Etat en 2009 et mises à disposition de l'ESA. Les deux baux ont été mis en concordance eu égard à leur échéance (8 juillet 2037).

Te noteren valt dat de site van Redu op het ogenblik het voorwerp is van twee onderscheiden erfpachtovereenkomsten. De ene overeenkomst heeft betrekking op de oorspronkelijke ter beschikking van de ESRO gestelde percelen krachtens het Verdrag van 1966, de andere op de nieuwe door de Staat in 2009 aangekochte en ter beschikking van het ESA gestelde percelen. De vervaldatum van de twee overeenkomsten werd in overeenstemming gebracht (8 juli 2037).

Sauf le remarque particulière relative au canon, le droit commun du bail emphytéotique est d'application. Les parties (Etat et ESA) régleront la disposition des installations et constructions réalisées sur le terrain par un accord spécifique à l'échéance du bail.

Behalve de specifieke opmerking over de vergoeding, is het gemeen recht van de erfpachtovereenkomst van toepassing. De partijen (Staat en het ESA) regelen de schikking van de installaties en constructies op het terrein in een specifiek akkoord op de vervaldatum van de overeenkomst.

Article 5

Cet article s'inscrit dans la continuité de l'Accord de 1966, tenant toutefois compte, pour sa mise en oeuvre, de l'évolution institutionnelle et de la fédéralisation des compétences concernées.

Artikel 5

Dat artikel past in de voortzetting van het Verdrag van 1966 waarbij, bij de uitvoering ervan, evenwel rekening wordt gehouden met de institutionele ontwikkelingen en de federalisering van de betrokken bevoegdheden.

Article 6

Les engagements de la Belgique au titre de cet article s'inscrivent d'une part, dans la continuité avec l'Accord de 1966, d'autre part dans la pratique relative à l'accueil de postes d'Etats étrangers et d'organisations internationales sur le sol belge.

Artikel 6

De verbintenissen van België krachtens dit artikel passen enerzijds in de voortzetting van het Verdrag van 1966, en anderzijds in de praktijk waarbij buitenlandse posten en internationale organisaties op het Belgische grondgebied worden verwelkomd.

Pour rappel, les infrastructures, services et viabilités à fournir par la Belgique et décrits à l'Annexe III existent déjà et ne nécessitent aucune intervention financière ou matérielle de la part de l'Etat.

De infrastructuur, diensten en nutsleidingen die België moet leveren en die in bijlage III worden beschreven, zijn, ter herinnering, al voorhanden en vereisen geen financiële of materiële tegemoetkomingen van de Staat.

Les garanties octroyées par la Belgique au titre des paragraphes 3, 4 et 5 requièrent une certaine coordination avec les services publics compétents aux niveaux régional et local qui se fait, le cas échéant, au sein du Comité consultatif institué par l'article 11.

De door België toegekende garanties krachtens paragrafen 3, 4 en 5 vereisen enige coördinatie met de bevoegde regionale en lokale overheidsdiensten. Die coördinatie gebeurt, in voorkomend geval, in de bij artikel 11 ingestelde adviescommissie.

Article 7

Cet article n'appelle pas de commentaire particulier.

Artikel 7

Dit artikel vereist geen bijzondere toelichting.

Article 8

Il est à noter que, conformément au 2^{ème} paragraphe, l'activation par l'ESA de la clause d'extension (1^{er} paragraphe) ne constitue pas une modification du terrain tel qu'il est défini par l'Accord de site et ne nécessite donc pas de révision de l'Accord, mais uniquement une mise à jour de ses annexes.

Artikel 8

Te noteren valt dat, overeenkomstig paragraaf 2, de activering door het ESA van de uitbreidingsclausule (eerste paragraaf) niets wijzigt aan het terrein zoals gedefinieerd door het siteakkoord en dus geen herziening van het Akkoord vereist, wel enkel een actualisering van de bijlagen ervan.

Article 9

Cet article n'appelle pas de commentaire particulier.

Artikel 9

Dit artikel vereist geen bijzondere toelichting.

Article 10

Cet article n'appelle pas de commentaire particulier.

Artikel 10

Dit artikel vereist geen bijzondere toelichting.

Titre III - Coordination

Titel III - Coördinatie

Article 11

Il est à noter que le Comité consultatif est désigné, au 3^{ème} paragraphe de l'article 8, comme l'enceinte dans laquelle l'établissement d'un nouveau site de l'ESA en Belgique peut être discutée et préparée le cas échéant.

Artikel 11

Te noteren valt dat de adviescommissie in paragraaf 3 van artikel 8 wordt aangewezen als plaats waar in voorkomend geval de oprichting van een nieuwe ESA-site in België wordt besproken en voorbereid.

L'Accord de siège prévoit quant à lui son application à tout nouveau site de l'ESA sur le territoire belge (article 2, 1, (a)).

Het zetelakkoord van zijn kant is van toepassing op elke nieuwe ESA-site op het Belgische grondgebied (artikel 2, 1 (a)).

Titre IV - Dispositions finales

Titel IV - Slotbepalingen

Article 12

Cet article n'appelle pas de commentaire particulier.

Artikel 12

Dit artikel vereist geen bijzondere toelichting.

Article 13

L'Accord de site n'a pas de durée déterminée, mais vise à couvrir toute la durée des activités officielles menées par l'ESA sur le site de Redu.

Artikel 13

Het siteakkoord loopt niet over een bepaalde periode, maar heeft als doel de ganse duur te dekken van de officiële activiteiten van het ESA op de site van Redu.

Article 14

Cet article n'appelle pas de commentaire particulier.

Artikel 14

Dit artikel vereist geen bijzondere toelichting.

Article 15

Cet article n'appelle pas de commentaire particulier.

Artikel 15

Dit artikel vereist geen bijzondere toelichting.

Le ministre des Affaires étrangères et
européennes,

De minister van Buitenlandse Zaken en
Europese Zaken,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'D. Reynders'.

Didier REYNDERS

Exemplaire pour le Conseil d'Etat /Exemplaar voor de Raad van State

Le ministre de la Sécurité et de
l'Intérieur,

De minister van Veiligheid en
Binnenlandse Zaken,

Pieter DE CREM

La ministre du Budget et
de la *Fonction publique*,
chargée de la Loterie nationale et de la
Politique scientifique,

De minister van Begroting en van
Ambtenarenzaken, belast met de
Nationale Loterij en Wetenschapsbeleid,

Sophie WILMES